

● correspondance de presse internationale
inprecor



**Pouvoir et
urgence dans la
crise capitaliste**

Stefan Müller (climate stuff) from Germany - The Red Rebel Brigade, CC BY 2.0

- Adam Hanieh • La justice au Moyen-Orient est aussi une question climatique •
- L'auto-émancipation des travailleur·ses et des opprimé·es : leçons des révolutions allemande et espagnole •

inprecor sur le web :
<https://inprecor.fr>



Aux abonnés !

Les envois de relances coûtent cher et prennent beaucoup de temps. Le numéro avec lequel votre abonnement prend fin figure sur votre envoi, en gras, au-dessus de l'adresse.

Alors... réabonnez-vous sans attendre la relance. Le temps ainsi économisé sera précieux pour la rédaction. D'avance, MERCI !



Inprecor

Revue d'information et d'analyse publiée sous la responsabilité du Bureau exécutif de la IV^e Internationale.

Les articles ne représentent pas nécessairement le point de vue de la rédaction. Leur reproduction est autorisée en citant la source.

Éditée par la PECEI Sarl au capital de 7 622,45 €, SIREN n° 391 857 562.

Rédaction et administration :

PECEI-INPRECOR, 2 rue Richard Lenoir, 93100 Montreuil, France

Tél. : +33 1 48 70 42 25

E-mail : redaction@inprecor.fr

Directeur de publication, gérant : Jan Malewski

Rédacteur en chef : Antoine Larrache

Correction : Isabelle Guichard

CPPAP n° 0926 | 88313

Belgique : agrément n° P928275

ISSN 1 0294-8516

Imprimé par Rotographie

2, rue Richard-Lenoir,

93106 Montreuil Cedex, France



Pour la diffusion dans les librairies, prenez contact avec la rédaction, SVP.

Sommaire

mai 2026 n° 744

Éditorial

Antoine Larrache

Les chemins tortueux de la résistance 3



Guinée

Paul Martial

Dans la spirale de la dictature 5

État espagnol

Julia Cámara et Raúl Camargo

La gauche à la croisée des chemins : notes pour une nouvelle construction 7

Moyen-Orient

Adam Hanieh

La justice au Moyen-Orient est aussi une question climatique 12



Campagnes

Juan Tortosa

Contre le G7, construisons la résistance internationaliste à Genève 17

Appel unitaire

Non à l'OTAN ! 19

Stratégie

Martín Lallana et Júlia Martí

Le pouvoir et l'urgence dans la crise écologique 21

Uraz Aydın L'auto-émancipation des travailleur·ses et des opprimé·es : leçons des révolutions allemande et espagnole 27



Conférence antifasciste

Mariana Riscali

Le PSOL et la lutte antifasciste 32

Madoda Cuphe

Afrique du Sud : la nécessité d'une nouvelle direction pour les classes populaires 34

Abonnement (11 numéros par an)

Ma formule

Prix coûtant	100 € (1 an) <input type="checkbox"/>
Formule classique	75 € (1 an) <input type="checkbox"/>
Moins de 25 ans et chômeurs	45 € (1 an) <input type="checkbox"/>
	25 € (6 mois) <input type="checkbox"/>
Structures collectives (comité, organisations, bibliothèques, etc.)	150 € (1 an) <input type="checkbox"/>
Abonnement de soutien à partir de 100 € (1 an) <input type="checkbox"/>
Lecteurs solidaires (6 mois offerts à une personne qui ne peut pas payer)	37 € (6 mois) <input type="checkbox"/>
Abonnement PDF (pas d'envoi papier)	25 € (1 an) <input type="checkbox"/>

Total :

Pour continuer, **inprecor** a besoin de votre soutien. Vous pouvez arrondir vers le haut le montant de votre chèque ou de votre virement d'abonnement !

Mes coordonnées

Nom Prénom :

Adresse :

Codepostal : Ville :

Pays : Tél. :

E-mail :

Formule découverte
(réservé aux nouveaux abonnements)
20 €, pour 3 mois

Anciens numéros



Mon paiement

• **Virements bancaires** à "PECEI", à adresser au Société Générale, Agence Nation Jaucourt, 11 rue Jaucourt, 75012 Paris, France. Compte n°30003 / 02795 / 00020066402 / 86.

IBAN :

FR76 3000 3027 9500 0200 6640 286

BIC : SOGEFRPP

• **Chèques bancaires** libellés à l'ordre de "PECEI", à adresser à Inprecor-PECEI, 2 rue Richard Lenoir, 93100 Montreuil, France (éviter les chèques hors de France en raison des frais bancaires).

• **Carte bancaire** sur <https://la-breche.com/abos-inprecor>



Les chemins tortueux de la résistance

Iran, Liban, Ukraine, Palestine, Mali, Congo, Soudan... les foyers guerriers semblent toujours plus nombreux, incarnant l'ampleur de la crise capitaliste et donnant également la mesure des enjeux pour y faire face.

Par
Antoine Larrache

Initialement prévue pour 2024, la Conférence antifasciste pour la souveraineté des peuples de Porto Alegre avait été reportée à la suite des terribles inondations ayant frappé la ville – conséquences directes de l'accélération de la crise climatique. La Conférence a rassemblé plusieurs milliers de participant-es du monde entier contre la montée du fascisme, des régimes autoritaires et des guerres. C'est une réussite indéniable – cela fait plus de 20 ans que l'on n'avait pas vu un tel événement, international et pluraliste, rassembler des mouvements sociaux, des syndicats et des partis du monde entier pour réfléchir et tenter d'agir.

Un peu d'humanité dans un monde en guerre

Pour les militant-es qui s'y sont rendu-es, cela a représenté une bouffée d'oxygène. Des militant-es africain-es, des Ukrainien-nes avec leurs alliés russes opposés à Poutine, les délégations des États-Unis, du Canada, d'Europe, d'Amérique latine et d'Asie étaient présentes. Cela a créé une émulation extrêmement positive, des réseaux d'échanges et une compréhension commune qui doivent contribuer à reconstruire un internationalisme concret.

Mais la conférence a aussi ses limites, que ce soit la participation insuffisante des grands mouvements sociaux réformistes (syndicats, associations comme partis...) ou les confusions politiques liées à la situation que nous vivons.

Ainsi, il n'a pas été possible que la conférence adopte une position de soutien à la résistance ukrainienne contre l'invasion de la Russie de Poutine, en raison de la présence de courants pro-russes – ou du moins relayant une partie de sa propagande anti-ukrainienne sous prétexte de lutte intransigeante contre l'OTAN. Pire, un représentant (indirect) du régime iranien est intervenu lors de tribunes, masquant derrière un discours anti-impérialiste feutré la nature sanginaire du régime au pouvoir à Téhéran, responsable d'une répression ayant causé la mort de dizaines de milliers de personnes. C'est une forte contradiction, lors d'une conférence antifasciste, qu'ait pu s'exprimer le représentant du pays qui répond sans doute le plus aux caractéristiques du fascisme.

Urgence et frustrations

La tentation est grande, y compris dans la gauche internationaliste, de tourner le dos à la conférence pour ces raisons, et d'effacer tout ce qu'elle produit de positif, la contribution qu'elle apporte à la construction d'actions internationales concrètes.

Luttes contre les guerres, flottilles (pour Gaza ou pour Cuba...), pour le climat, pour les salaires, mobilisations féministes, les batailles ne manquent pas. Mais, paradoxalement, la multiplicité des enjeux semble rendre plus difficiles les convergences. D'un point de vue analytique, la polycrise capitaliste mise en lumière par le congrès de la Quatrième Internationale connecte l'ensemble des dynamiques : crise économique, crise écologique accé-

lérée, guerres impérialistes et tensions inter-impérialistes, montée de l'extrême droite et renforcement des violences réactionnaires contre les femmes, les LGBTI ou les racisés. Tout cela est très cohérent et renforce la conviction de la nécessité d'une révolution sociale mondiale. Mais, ainsi que l'indiquent Martín Lallana et Júlia Martí dans leur article « Le pouvoir et l'urgence dans la crise écologique » (1), la gravité de la situation, sur chacun

“ Cela fait plus de 20 ans que l'on n'avait pas vu un tel événement. ”

des terrains, convainc de très larges secteurs militants de la nécessité d'une réponse partielle, ceux-ci croyant dégager la possibilité de résolution d'un combat, si ce n'est de tous.

Ainsi, certain-es espèrent trouver des alliés objectifs à la Palestine dans « l'axe de la résistance » de l'Iran, du Hezbollah et du Hamas, secrétant des illusions tant sur leurs capacités militaires que sur la nature de leur projet politique. Cette impasse est d'autant plus grande que paraissent de plus en plus vains les projets nationaux – de l'Algérie au Venezuela en passant par le Brésil – dans une situation de crise globale exacerbée.

D'autres espèrent affaiblir l'OTAN par le biais de la Russie de Poutine. Certain-es croient voir une solution à la crise dans la planification chinoise. D'autres encore chantent les louanges des acquis démocratiques occidentaux en oubliant ce qu'ils coûtent aux peuples opprimés et à quelle vitesse les classes dominantes en abandonnent jusqu'à l'idée. Certain-es enfin, voyant le fascisme partout, sont prêts à tous les compromis, perdant de vue la nécessité, face au fascisme réel – celui qui répond à la crise par la destruction

1) *Inprecor* n°744, mai 2026.

physique du mouvement ouvrier et des libertés acquises par les opprimés – de renforcer une gauche prête à l'affrontement avec les classes dominantes.

Analyser pour agir

C'est là que se situent la question et les difficultés : quelles alliances sont inévitables, et quel projet politique indépendant doit être défendu. Les alliances permettent d'agir de façon unitaire à un moment donné sur un point précis... mais pas seulement : dans une période de recul des organisations de la classe ouvrière, elles représentent aussi la cristallisation à un moment donné de forces sociales, qu'elles soient interclassistes (pour des combats démocratiques ou anti-impérialistes par exemple) ou la concrétisation de la classe pour soi.

On doit également les envisager non seulement comme des actions ponctuelles, mais également dans ce qu'elles produisent de façon dynamique : des chemins dans la bonne direction ou des impasses, des prises de confiance ou des déperditions d'énergie. C'est l'analyse d'une situa-

tion concrète et son inclusion dans le contexte plus général qui doivent nous donner des indications quant aux choix nécessaires et pertinents. Ainsi, on peut avoir tendance à isoler les guerres menées par les États-Unis et leurs alliés de celle menée par la Russie ou de la défense des intérêts européens ou chinois

Les plus grandes confrontations sont devant nous

« Les crises, les émeutes et les manifestations de masse sont trois phénomènes qui se produiront dans les années à venir » nous disent encore Martín Lallana et Júlia Martí. Rien ne dit que ces actions produiront, à court terme, des convergences. Au contraire même, chaque bataille, constatant son urgence partielle, pourrait se craindre affaiblie par les autres. Les camarades poursuivent : « Ce sont des événements qui fractureront le temps politique. [...] Se préparer à intervenir dans les crises et les soulèvements exige d'élargir notre base, de renforcer nos alliances ». En effet, chacune de ces luttes possède, pour nous qui la réinscrivons dans une compréhension globale du système, un potentiel subversif dans le cadre d'un capitalisme déjà extrêmement instable : qui pourrait prédire le potentiel d'une révolution en Iran sur la région et le monde entier ? Ou même le recul des États-Unis face à la résistance anti-impérialiste de plusieurs forces de la région ? Quel espoir cela créerait-il dans les pays limitrophes ?

Par ailleurs, quelle forme revêtirait aujourd'hui un nouveau mouvement mondial pour le climat ? Que provo-

querait la chute d'un Poutine consécutive à une défaite en Ukraine ? Ces questions tendent à renforcer l'idée qu'attendre les objectifs des luttes anti-impérialistes ou d'autres luttes sectorielles pourrait bouleverser les rapports de forces et les certitudes. Surtout dans un monde où, plus que jamais dans l'histoire, tout est lié. Et même si pour cela, nous devons accepter des alliés de circonstance, réactionnaires ou réformistes, que « nous ne parons pas [...] de toutes les vertus révolutionnaires » (2)...

Face à la discordance des temps

La situation rappelle à bien des égards la « discordance des temps » constatée par Daniel Bensaid dans les années 2000 et à laquelle il tentait de répondre : « Comment d'une multiplicité d'acteurs qui peuvent être rassemblés par un intérêt négatif commun (de résistance à la marchandisation et à la privatisation du monde), faire une force stratégique de transformation sans recourir à cette douteuse métaphysique du sujet ? Je précise pour autant que, pour moi, la lutte des classes n'est pas une forme de conflit parmi d'autres, mais le vecteur qui peut traverser les autres antagonismes et surmonter les fermetures de clan, de chapelle, de race, etc. » (3)

Être à l'avant-garde des luttes partielles, construire des alliances et en assumer les contradictions, tout en gardant son indépendance politique – l'indépendance de classe comme l'indépendance d'un projet révolutionnaire écosocialiste – est sans doute la clé.

Pour ce qui concerne les grands rassemblements internationaux qui semblent refaire surface, à Porto Alegre hier, demain sur les flottilles pour Gaza, face au G7 d'Évian en juin, au sommet anti-OTAN de juillet en Turquie, au Forum social mondial de Cotonou au Bénin en août. Et pour ce qui concerne les grandes luttes sociales qui auront inévitablement lieu dans la prochaine période. ■

Le 27 avril 2026



© Fourth International

2) « Les contradictions d'une direction nationaliste bourgeoise », Michel Rovère, *Inprecor* n°80, 26 juin 1980.

3) « Penser la politique », entretien à la revue argentine *Praxis* en 2006, in *Contretemps*, janvier 2018.

Dans la spirale de la dictature

La dernière mesure de dissolution des partis politiques conforte une dictature qui préfère adopter une politique extractiviste à tout-va plutôt que de répondre aux besoins sociaux de la population.

Par
Paul Martial

40 partis politiques ont été dissous dans la nuit du vendredi 6 au samedi 7 mars par le gouvernement guinéen, à la veille des élections législatives prévues en mai 2026. Parmi eux figurent les principales formations que sont l'Union des forces démocratiques de Guinée (UFDG) de l'ancien Premier ministre Cellou Dalein Diallo, le Rassemblement du peuple de Guinée (RPG) de l'ancien président Alpha Condé et l'Union des forces républicaines (UFR) de l'ancien Premier ministre Sidya Touré.

Un coup d'État sur fond de crise

Cette mesure s'inscrit dans la continuité d'une longue séquence visant à conforter la dictature de Mamadi Doumbouya. Ancien caporal de la Légion étrangère de l'armée française, il gravit tous les échelons à son retour en Guinée, prend la tête du Groupement des forces spéciales, un bataillon d'élite, avant de devenir général de corps d'armée.

En briguant un troisième mandat grâce à un changement de Constitution, Alpha Condé a provoqué une grave crise politique marquée par des manifestations et des heurts dans les principales villes du pays. Doumbouya a profité de cette situation pour renverser le président de la République, dont l'élection était illégitime.

Lors de sa prise de pouvoir le 5 septembre 2021, Mamadi Doumbouya avait déclaré qu'il ne s'éterniserait pas au pouvoir : « *Je voudrais réitérer ici mon*

engagement que ni moi ni aucun membre du CNRD et des organes de la Transition ne sera candidat aux élections à venir et que nous n'avons nulle intention de nous accrocher au pouvoir » (1), promettant également de ne pas se présenter à l'élection présidentielle et de garantir les libertés fondamentales des Guinéen-nes. Il affirmait aussi que « *la personnalisation de la vie politique est terminée, nous n'allons plus confier la politique à un homme, mais au peuple* » (2).

Une répression tous azimuts

Quatre ans plus tard, le constat est amer. Aucune des promesses n'a été tenue. Les affiches à la gloire de Doumbouya sont omniprésentes dans l'espace public. Il a fait adopter une nouvelle Constitution le 21 septembre 2025, approuvée officiellement par 90 % des votant-es, qui lui permet de se présenter

à l'élection présidentielle avec un mandat de sept ans, renouvelable une fois. Comme le référendum constitutionnel, l'élection présidentielle a été une vaste mascarade, les principaux opposants ayant été écartés de la course. C'est avec un score officiel de 86,7 % que Doumbouya a été « élu » président de la République.

Cette accession au pouvoir s'est accompagnée d'une répression de plus en plus féroce. Les manifestations sont réprimées dans le sang et une politique de disparitions forcées s'est déployée sur l'ensemble du pays. Sally Bilaly Sow, journaliste, M^e Mohamed Traoré, avocat, Néné Oussou Diallo, dirigeante de l'UFDG, Abdoul Sacko, coordinateur du Forum des forces sociales de Guinée,



Paul Martial

Paul Martial, militant de la Quatrième Internationale en France, est membre de la rédaction d'*Afriques en lutte*.

Foniké Menguè et Billo Bah, activistes de la société civile, comptent parmi des dizaines de personnes enlevées, dont la plupart n'ont jamais réapparu. Pour celles et ceux qui se sont exilé-es, le pouvoir s'acharne sur leurs proches. Récemment, des hommes cagoulés ont enlevé la sœur et la mère, âgée de 84 ans, de Tibou Kamara, ancien conseiller d'Alpha Condé.

La nouvelle mesure liberticide de dissolution de 40 partis politiques s'appuie sur des arguties juridiques incohérentes. Ainsi, l'UFDG devait tenir son congrès le 6 juillet 2025, mais un tribunal en a ordonné le report *sine die*. Cette formation est donc aujourd'hui dissoute... pour avoir obéi aux injonctions du tribunal.

Désormais, les partis interdits perdent leur statut juridique et leur personnalité morale. Il est prohibé d'utiliser le sigle, le nom ou le logo de ces formations. Leurs locaux sont mis sous séquestre et leurs biens confisqués.

1) « Le serment de Mamadi Doumbouya », Tierno Monénembo, 27 janvier 2026, *Le Point*.

2) Bulletin *Francopaix* Vol. 10, n° 9, novembre 2025.



Mamadi Doumbouya lors du carnaval de célébration de l'anniversaire de l'indépendance de la Guinée le 2 octobre 2021. © Aboubacarkhoraa - CC BY-SA 4

L'enjeu pour la dictature est de taille, car au moins les trois principaux partis disposent d'une réelle capacité de mobilisation et représentent un danger pour le régime. D'autant que sa politique sociale et économique est catastrophique.

Extractivisme contre progrès social

La situation sociale en Guinée s'aggrave : près de la moitié de la population vit sous le seuil de pauvreté. L'insécurité alimentaire touche 11 % des 14 millions de Guinéen·nes, alors qu'elle n'était que de 2,6 % en 2020, soit l'une des augmentations les plus fortes d'Afrique. Faute de lutter contre l'indigence, les autorités s'attaquent aux pauvres avec brutalité. Ainsi, sans information préalable, à l'aube, des engins de travaux, escortés par la police, ont rasé les petites échoppes de bric et de broc installées sur les

trottoirs de la capitale. Ces petits commerces informels faisaient vivre des centaines de familles. Aucune mesure de compensation ni de relocalisation dans un marché ou un autre espace n'a été proposée : du jour au lendemain, ces personnes ont perdu leur moyen d'existence.

La Société guinéenne de palmiers à huile et d'hévéas (Soguipah), détenue à 100 % par l'État guinéen, ne respecte pas le salaire minimum fixé à 55 € par mois. Certains travailleurs, pour 170 heures

de travail mensuel, ne touchent que 7 €. Cette entreprise n'hésite pas à bafouer les droits des travailleur·ses (3).

Le plan d'« émergence » appelé Simandou 2040 prévoit notamment l'exploitation de l'une des plus grandes mines de fer au monde. Les autorités promettent une embellie, mais les

inquiétudes sont grandes quant aux conséquences environnementales, le site se situant dans les monts Nimba, une zone classée au patrimoine mondial de l'Unesco. L'ONG Climate Rights International (4), qui a produit une étude d'impact, souligne que « le projet d'extraction de minerai de fer au mont Nimba pose de sérieux risques environnementaux et sociaux qui seront difficiles à atténuer » et s'inquiète de « conséquences irréversibles à long terme ». Le projet

« La situation sociale en Guinée s'aggrave : près de la moitié de la population vit sous le seuil de pauvreté. »

menace aussi d'aggraver la situation des paysans : « il risque de dégrader la sécurité alimentaire et l'économie locale, car les infrastructures minières vont diminuer, voire éliminer, la surface cultivable des villages de Gbakoré, Zouguepo, Bossou Centre, Seringbara et Thuo. La perte de terres arables et pastorales augmentera la pression foncière dans une préfecture déjà théâtre de conflits mortels entre éleveurs et agriculteurs ».

Quant à l'embellie économique annoncée, elle profitera surtout aux élites du pays, en particulier au clan de Doumbouya, au vu du nombre d'affaires de corruption mises à jour (5). La frénésie d'achats immobiliers du président dans le quartier huppé de la Minière, à Conakry, en est une illustration.

Cacher cette dictature que je ne saurais voir

Depuis la présidentielle, la CEDEAO, l'organisation régionale d'Afrique de l'Ouest, considère que l'ordre constitutionnel est rétabli et a levé ses sanctions. Une hypocrisie partagée par le gouvernement français, bien content de ne pas être mis à l'index comme par les États sahéliens du Mali, du Burkina Faso et du Niger. En Guinée, malgré un discours souverainiste, le gouvernement ne verse pas dans la propagande antifrançaise, peut-être parce que l'ancienne puissance coloniale n'hésite pas à prêter main-forte à la dictature par le biais d'une coopération militaire et policière. Des coopérants sont basés à Conakry ; ils conduisent des projets de formation et d'entraînement des unités d'élite de l'armée et des forces de sécurité guinéennes, les mêmes qui n'hésitent pas à tirer à balles réelles sur des manifestants désarmés. Les ONG font état d'une centaine de morts lors des manifestations.

En ce qui concerne les autres puissances, comme les États-Unis, la Chine ou le Canada, trop satisfaites de voir leurs multinationales bénéficier des richesses minérales du pays, elles ferment les yeux sur les exactions du régime.

S'il existe un espoir de changement, il réside dans l'action des organisations de la société civile, des syndicats et dans la combativité de la population, notamment d'une jeunesse qui représente la moitié des Guinéen·nes. ■

Le 10 mars 2026

3) « Guinée. Un nouveau rapport révèle les abus envers les droits de travailleurs de plantations liées à la Souguipah, une entreprise d'État », 23 octobre 2025, Amnesty International.

4) « Guinée: un projet d'extraction de fer menace forêts et populations locales », 12 janvier 2026, Climate Rights International.

5) « Guinée: Pourquoi cette persistance des scandales financiers ? », Aïssatou Chérif Baldé, 21 janvier 2025, African Panorama Magazine.

La gauche à la croisée des chemins : notes pour une nouvelle construction

Près de huit ans se sont écoulés depuis l'arrivée au pouvoir du PSOE de Pedro Sánchez, d'abord seul, puis en coalition avec Unidas Podemos (Podemos, IU, Comunes) entre 2020 et 2023, et avec Sumar (IU, Comunes, Movimiento Sumar) depuis lors. Ces deux législatures suffisent largement pour dresser le bilan de ce qu'a représenté, en termes sociaux et politiques, ce gouvernement « progressiste ».

Par
Julia Cámara et
Raúl Camargo

Nous pouvons convenir qu'il y a eu dès le début un décalage entre les discours propagandistes et les mesures que ce gouvernement a réellement mises en œuvre. Les promesses du premier mandat de Sánchez comprenaient des mesures telles que l'abrogation de la loi dite « loi bâillon », adoptée sous Mariano Rajoy pour réprimer sévèrement les manifestations qui lui étaient hostiles, ou celle de la réforme du travail, qui a valu à Rajoy une grève générale. Aucun des aspects les plus néfastes de ces deux lois phares de la politique de droite n'a été abrogé après huit ans de gouvernements « progressistes ».

Les politiques du logement illustrent également l'inaction du gouvernement progressiste sur des questions sensibles pour la classe ouvrière. Au cours de la législature où le PSOE et Unidas Podemos ont gouverné ensemble, une loi a été adoptée à ce sujet, mais elle a été pratiquement inutile car elle laissait aux Communautés autonomes, majoritairement dirigées par le PP, la responsabilité de limiter les loyers ; et même dans les régions gouvernées par le PSOE, ces limitations ont été très

rare. Au cours de ces huit années de gouvernements de « coalition progressiste », il n'y a eu aucune redistribution réelle des richesses, et les banques ainsi que les grandes entreprises ont enregistré les bénéfices les plus élevés de leur histoire.

Les failles des progressistes

Mais il ne faut pas oublier que le gouvernement a pu compter, toutes ces années, sur les classes moyennes et la majorité de la partie de la classe ouvrière qui vote. Celles-ci ont majoritairement soutenu tant le PSOE qu'UP – dans un premier temps – puis Sumar, lors des différentes élections. Le soutien dont bénéficiait le gouvernement dans ce secteur de la société n'a été érodé de façon significative qu'en raison de la corruption au sein du PSOE et des divisions au sein de l'espace politique Sumar-Podemos. La défense du libéralisme économique et politique, avec l'UE comme pilier d'un capitalisme favorable aux classes moyennes, constitue l'un des socles

de l'actuel gouvernement de coalition et fait partie de l'idéologie du progressisme.

Il n'est pas si étonnant que, compte tenu du contexte mondial – la montée généralisée des forces d'extrême droite



Julia Cámara et Raúl Camargo

Julia Cámara et Raúl Camargo sont militantes d'Anticapitalistas et membres de la direction de la IV^e Internationale. Publié dans *Viento Sur* n° 200. Traduit par Fabrice Thomas. Intertitres de la rédaction.

et un Trump déchaîné dans ses ambitions expansionnistes –, les classes moyennes progressistes serrent les rangs pour défendre des gouvernements qui leur garantissent un mode de vie stable et un bien-être relatif par rapport au prolétariat migrant des pays du centre capitaliste ou aux immenses poches de pauvreté des pays du Sud. Mais la désaffection politique grandit considérablement chez les jeunes – et pas seulement chez eux – parce que la gauche ne leur offre comme horizon que la précarité perpétuelle et une vie dépourvue de dignité. Nécessairement, si ceux d'en haut s'enrichissent, ceux d'en bas souffrent.

“ La vague réactionnaire n'a pas eu que des causes objectives. Elle est aussi la conséquence de la déception et de l'usure causées par les échecs des gouvernements de centre-gauche. ”



... et leur faillite

La montée en puissance de l'organisation d'extrême droite Vox a par ailleurs servi d'excuse permanente pour présenter le gouvernement social-libéral comme un moindre mal face à la possibilité d'une entrée de l'extrême droite au gouvernement. Mais la vague réactionnaire n'a pas eu que des causes objectives. Elle est aussi la conséquence de la déception et de l'usure causées par les échecs des gouvernements de centre-gauche, qui sont arrivés au pouvoir portés par de puissantes aspirations populaires et ont fini par être balayés par des partis d'ultra droite.

On en trouve des exemples en Amérique latine, avec les modèles représentés par l'Argentine et le Chili, mais aussi en Bolivie et en Équateur. La déception face à l'absence de politiques transformatrices de la part de ces gouvernements (ce qui vaut également pour le cas européen) provoque, dans un premier temps, la résignation des classes populaires qui ont porté ces partis au pouvoir, puis le désenchantement et l'abstentionnisme social et politique.

Le recul de la conscience de classe

Contrairement à ce que soulignent certaines analyses impressionnistes, on n'assiste pas pour l'instant à un glissement significatif des classes populaires vers le soutien à des options d'extrême droite, mais plutôt à des glissements internes au sein de la droite (des plus tradition-

nelles aux plus extrêmes), accompagnés d'un certain suivisme parmi les jeunes, qui constatent que les gouvernements progressistes n'améliorent pas une avenir toujours plus désespérant sur le plan de l'emploi et de l'accès au logement. La propagande et « l'inflation discursive » des gouvernements de centre-gauche sont inversement proportionnelles aux changements réels dus à leurs politiques, soumises sans grande résistance aux contraintes du néolibéralisme dominant.

Face à ce sombre tableau, les classes travailleuses n'ont plus de repères clairs. Ce phénomène se conjugue avec le recul profond des appartenances syndicales ou communautaires. La perte de l'identité de classe est l'un des ressorts de l'expansion de l'idéologie néolibérale et du déclin généralisé de la gauche, si on l'envisage non pas comme une marque électorale mais comme une manière d'organiser la classe ouvrière au quotidien. La consommation de masse et le « chacun pour soi » ont remplacé les réunions, les manifestations et les comités populaires, tout comme l'assimilation de messages simplistes sur les réseaux sociaux a remplacé les livres et l'étude. La reconstruction d'une conscience fondée sur l'expérience concrète, matérielle des

exploité-es et des opprimé-es, devrait être l'un des objectifs primordiaux de tout projet politique qui continue d'aspirer à une révolution écosocialiste.

La crise sociale et politique de la gauche

Au sein de ce qu'on appelle la société civile, on a l'habitude de parler de la *crise de la gauche* comme si elle résultait essentiellement du manque d'unité électorale des différents groupes progressistes (Sumar, Podemos, Izquierda Unida et les organisations spécifiques à chaque territoire) et de la chute globale du nombre de leurs voix. Dans ce discours très superficiel, l'idée de *crise* se limite au domaine électoral, comme si la

“ *La déception face à l'absence de politiques transformatrices de la part des gouvernements de gauche provoque, dans un premier temps, la résignation des classes populaires, puis le désenchantement et l'abstentionnisme social et politique.* ”

relation entre partis et société se réduirait à sa dimension électorale, flottant au-dessus d'un vide social peuplé d'individualités dispersées. Dans une version plus élaborée de cette idée, la crise serait créée, ou du moins alimentée, par la disparition de la vie interne des partis, leurs lacunes démocratiques et une *guerre des egos* qui empêcherait la construction d'accords unitaires. L'explication de cette crise tourne ainsi en rond : il s'agirait d'un phénomène issu des entrailles des partis, avec une conséquence électorale, dans laquelle la société/les électeurs et les organisations/représentants politiques entretiennent une relation d'altérité et d'incompréhension mutuelle.

La gauche « pschitt »

Mais où trouver une analyse des changements et des difficultés au sein du bloc historique dans son ensemble ? Avons-nous soudainement accepté que la politique institutionnelle et son pathos diplomatique constituent la seule dimension réelle de ce que nous appelons la politique ?

Il ne fait aucun doute que le cycle politique passé a renouvelé les formes de l'action politique à gauche. Mais, au bout de quelques années, et après que ces nouvelles expressions du changement aient été pour l'essentiel absorbées



Pedro Sánchez et Pablo Iglesias après avoir signé, au palais de la Moncloa, l'accord sur le projet de loi de finances pour 2019. © Government of Spain

par les dirigeant-es et leur contrôle total sur les organisations qu'ils incarnent, les vents nouveaux n'ont pas réussi à créer de nouvelles forces de résistance. Ils ont seulement réussi à produire un effet « pschitt », reproduit à chaque nouvelle opération politique, qu'elle s'appelle Podemos, Ahora Madrid, Comunes, Mas Madrid ou Sumar.

La gauche politique actuelle est un mélange d'organisations vieillissantes et de salarié-es plus jeunes, qui ont trouvé dans les institutions un débouché dans un avenir professionnel incertain. La gauche institutionnelle n'offre plus de projets susceptibles d'entraîner les mouvements sociaux, les syndicats ou la jeunesse dans une vision radicale de la transformation sociale. Depuis 2017, date du virage de la direction de Podemos vers les gouvernements régionaux avec son entrée au sein de l'exécutif de Castille-La Manche, la seule perspective est celle de gouverner à n'importe quel niveau administratif en tant que partenaire minoritaire du PSOE. Contrairement aux années 1990, lorsque le profil plus combatif de Julio Anguita (1) avait provoqué un rapprochement des courants de gauche et des jeunes vers ce que représentait alors Izquierda Unida, les jeunes fuient ce type d'organisations et personne ne les considère plus comme des outils utiles pour un militantisme aspirant à dépasser le capitalisme. Ce ne sont que des bulletins de vote destinés à compléter la majorité sociale-libérale, présentée comme un moindre mal face à la montée de l'extrême droite. Désormais dépourvus de stratégie et de vision à long terme, ces partis errent d'une élection à l'autre, tentant ainsi de conserver suffisamment de voix pour accéder aux subventions publiques qui leur permettent de maintenir leurs appareils déclinants.

Dans ces conditions, il n'est pas étonnant qu'émergent des organisations politiques, essentiellement composées de jeunes, en rupture radicale avec cette gauche institutionnelle. C'est le cas du GKS au Pays basque et du CJS (2) dans d'autres régions de l'État, qui se sont nourris d'une scission regroupant plus de la moitié de l'UJCE (les jeunesses du Parti communiste d'Espagne). Le discours communiste orthodoxe et une forme d'auto-construction très identitaire ne semblent pas, pour l'instant, constituer des freins à leur croissance parmi les secteurs de la jeunesse qui se radicalisent.

Les organisations d'extrême gauche, n'ont, elles, pas encore la masse critique permettant d'envisager un saut qualitatif à court terme. Cependant, des organisations comme Anticapitalistas conservent un noyau stable de cadres et ont intégré une nouvelle génération de militant-s qui pourrait jouer un rôle important dans les futures recompositions de la gauche radicale.

La crise des mouvements sociaux

Ce qui, entre 2010 et 2022, a donné naissance à ce qu'on a appelé la « nouvelle politique » était, en réalité, un ensemble beaucoup plus vaste de structures, de relations, d'institutions populaires et de cadres de contestation qui a traversé toute la sphère politique, créant ainsi des imaginaires et des attentes communes. L'expérience de Podemos d'abord, puis celle de Sumar et des différents « municipalismes » ensuite, ne peut être dissociée de la trajectoire des principaux mouvements sociaux qui ont marqué cette époque : le féminisme, l'écologie et la lutte pour le logement. Leur programme et leurs structures sont liés à la crise de la gauche, et en subissent les effets, comme nous allons tenter de l'analyser.

Le 23 septembre 2014, Alberto Ruíz Gallardón annonçait qu'il quittait la politique : la démission de l'ancien ministre de la Justice, membre du Parti populaire, a alors constitué une grande victoire pour le mouvement féministe et la première chute d'un membre du gouvernement, obtenue par ce mouvement multiforme né en 2011. Le retrait définitif du projet de contre-réforme de la loi sur l'avortement qui portait son nom a été un symbole de ce que la lutte sociale pouvait accomplir, avec, dans le domaine du logement, les images de plus en plus fréquentes de blocages massifs empêchant les expulsions, et les dénonciations publiques des politiques de droite.

Nés de l'opposition aux gouvernements de Mariano Rajoy, les principaux mouvements sociaux ont entretenu dès le départ une relation complexe avec la réussite de Podemos et son entrée dans

les gouvernements de coalition. Passant de *l'illusion sociale* à *l'illusion politique*, les cadres des mouvements sociaux ont massivement intégré les institutions et leur gestion, notamment au niveau local. Le travail municipal de proximité, tant vanté, en commun entre les militant-es, les conseiller-es municipaux-les et leurs assistant-es, a contribué, combiné à l'absence de formation politique concernant les dangers du parlementarisme et à la faiblesse de contrôle démocratique sur les élu-es, à générer des rapports et des loyautés personnels qui rendent difficile la clarification des objectifs et des moyens mis en œuvre. Quel est le rôle des collec-

tifs militants et du mouvement de masse ? Que devient l'opposition traditionnelle à des gouvernements qui ont soudainement semblé être les nôtres ? Fallait-il alors les défendre ? Et adapter les revendications habituelles au réalisme de ce qui est possible à court terme, sur la base du respect de la législation en vigueur, sans remettre en cause la structure étatique héritée de la dicta-

ture, la recherche de compromis avec les grandes fortunes et capitaux, et le respect des exigences économiques de l'Union européenne ?

Reflux et manque de structures démocratiques

Les deux principales manifestations du mouvement de masse de ces dernières années (la vague de grèves féministes entre 2017 et 2020, et l'énorme explosion écologiste de la jeunesse entre 2018 et 2022) ont créé, au moins temporairement, les conditions permettant de rompre avec ces tendances à l'institutionnalisation. L'irruption de centaines de milliers de personnes dans le domaine de la participation politique directe, associée à un développement programma-

“ *Ni les féministes ni les écologistes n'ont été capables de construire des structures démocratiques stables qui garantissent la pérennité du mouvement au-delà des soulèvements concrets et permettent le débat et la discussion collectifs.* ”

1) Julio Anguita González (1941-2020) a été maire de Córdoba de 1979 à 1986, coordinateur de la Gauche unie (IU) entre 1989 et 1999, et secrétaire général du Parti communiste espagnol (PCE) de 1988 à 1998.

2) Gazte Koordinadora Sozialista (GKS) et Coordinadora Juvenil Socialista (CJS) : « Coordination de la jeunesse socialiste ».



tique radical, courageux et largement considéré comme nécessaire et possible (qui jouait à bien des égards le rôle d'un programme de transition), a fait de ces deux mouvements des phénomènes politiques précieux, difficilement réductibles au cadre étroit du jeu institutionnel. Cependant, ni les féministes ni les écologistes n'ont été capables de construire des structures démocratiques stables garantissant la pérennité du mouvement au-delà des soulèvements concrets et permettant le débat et la discussion collectifs, au-delà des erreurs ou des réussites des directions informelles et des expériences locales limitées.

Dépourvus de structures dans lesquelles se cristalliser, sans victoires concrètes – malgré un soutien massif – et sans médiations entre le moment de contestation et les perspectives d'avenir, les deux mouvements ont entamé une phase de décomposition et de reflux progressifs, accélérée par les contraintes de la pandémie. Nous vivons encore ce paradoxe aujourd'hui : alors que le féminisme et l'écologie continuent de générer un consensus important et de mobiliser des masses importantes, le mouvement repose sur des structures organisationnelles précaires, très affaiblies et qui perdent de plus en plus leurs repères et leur sens. D'un côté, la mobilisation face à des attaques concrètes continue de rassembler beaucoup de monde de manière sporadique, mais les structures du mouvement ne se solidifient pas.

En cette période de gouvernement de coalition progressiste, nous avons assisté à un autre phénomène que l'on peut rapprocher de ce que Gramsci considérait comme « l'État élargi ». De nombreuses activités ou initiatives des mouvements sociaux sont financées par des ministères, des entreprises publiques ou des agences gouvernementales, et ces financements gonflent les effectifs de certains mouvements et associations qui peuvent à peine s'autofinancer par le biais des cotisations de leurs militant·es. Ils substituent alors à ce mécanisme indépendant de l'État une source de revenus qui comporte des contreparties.

“ *Les appareils bureaucratifiés des syndicats majoritaires auront-ils la capacité de réagir, après tant d'années de paralysie, face à un éventuel nouveau gouvernement du PP et de Vox ?* ”



Grève des femmes à Pampelune, le 8 mars 2018. © Ekinklik

Nous ne sommes pas anarchistes et nous ne défendons pas ici l'idée que les mouvements sociaux doivent refuser toute aide publique à leurs activités. Mais lorsque la majeure partie du budget des mouvements sociaux critiques envers le pouvoir (et donc envers le gouvernement gestionnaire du capitalisme en place) dépend de l'État, cela favorise indéniablement la bureaucratie interne et l'éloignement par rapport à un programme de rupture avec l'ordre établi. L'autoreproduction du mouvement et de ses couches salariées devient alors une fin en soi. Cela contribue à transformer le mouvement en *lobby* auprès des institutions, délaissant la préoccupation d'arracher des acquis par la mobilisation et l'auto-organisation.

Quant aux syndicats, leur déclin en tant qu'organisateur de la conflictualité sociale est un fait indéniable. La Confédération syndicale des Commissions ouvrières (CCOO) et l'UGT se sont transformées en prestataires de services pour leurs adhérent·es, même s'ils conservent un effectif total de près de 2 millions de personnes. Leurs délégué·es, à quelques exceptions près, végètent dans les entreprises, où les grèves ont atteint des niveaux historiquement bas et où les conflits brillent par leur absence.

Au cours des huit dernières années, les syndicats majoritaires se sont

contentés d'accompagner le gouvernement dans ses décisions, sans remettre sérieusement en cause (comme cela s'est produit à d'autres époques sous les gouvernements du PSOE) la politique sociale de l'exécutif. On peut se demander si les appareils bureaucratifiés des syndicats majoritaires auront la capacité de réagir, après tant d'années de paralysie, face à un éventuel nouveau gouvernement du PP et de Vox, qui mènera sans aucun doute de violentes attaques contre l'essence même de ces organisations. Cependant, dans les différentes parties de l'État espagnol existent d'autres structures syndicales, qui n'ont pas suivi la voie de l'adaptation totale empruntée par la CCOO et l'UGT. La CIG en Galice, l'ELA et la LAB au Pays basque ou la CGT en Catalogne sont les expressions d'un syndicalisme qui, même avec des limites, continue à mener la lutte pour remporter des victoires.

Perspectives pour une nouvelle gauche écosocialiste et révolutionnaire

Cet aperçu de la situation actuelle de la gauche sociale et politique dans l'État espagnol vise à formuler des hypothèses et des propositions concrètes pour la reconstruction d'une gauche de classe, dotée de liens organiques avec la classe ouvrière et capable de tracer un horizon écosocialiste crédible et souhaitable.

La montée en puissance de la réaction rend encore plus urgente la nécessité d'organisations politiques de gauche

alternatives au gouvernementalisme, dotées d'une vision d'ensemble, capables de faire face à l'extrême droite et qui ne soient pas subordonnées au néolibéralisme « progressiste », comme c'est le cas aujourd'hui de toute la gauche parlementaire. La construction d'un tel outil politique ne peut se faire sans dresser un bilan sincère des expériences du cycle 2011-2019, au cours duquel le courant dans lequel nous militons, Anticapitalistas, a participé au lancement et au développement de Podemos, une alliance hybride anti-néolibérale. Nous reconnaissons avoir commis des erreurs politiques dans cette période, mais aussi que cette expérience était nécessaire. Sans s'attarder sur un bilan qui a déjà été dressé, il convient de rappeler que bon nombre des positions en matière de stratégie politique, de tactique immédiate et de modèle organisationnel que nous défendions alors ont bien résisté au passage du temps.

La situation politique est nouvelle et sans prétendre à l'exhaustivité, voici quelques points tirés de cette expérience qui devraient être indispensables à une nouvelle politique écosocialiste :

- Le rôle fondamental d'une organisation de rupture doit résider dans la construction d'une force sociale organisée capable d'affronter sur tous les terrains la bourgeoisie et les politiciens à son service. Une bonne communication politique est nécessaire, mais ce n'est pas le plus important. La formation des militant-es et l'activité politique publique d'une organisation de rupture doivent être consacrées à la construction des mobilisations et au renforcement des mouvements ouvriers, féministes, écologistes, LGTBIQ+, pour le logement, et de tous ce qui comporte un potentiel anticapitaliste et de rupture.

- Il faut construire une relation de *non-altérité* avec les mouvements sociaux et les luttes concrètes, fondée sur un ancrage territorial et sur un travail respec-

tueux mais ferme en leur sein, en essayant d'établir des relations organiques avec les organisations de la classe ouvrière et avec des secteurs spécifiques de celle-ci. Des relations fondées non pas sur la représentation, mais sur l'implication politique directe et l'auto-organisation.

- Le programme et l'idéologie sont des éléments indispensables à l'élaboration d'un nouvel outil politique. Ce dernier, s'inscrivant dans le cadre d'accords stratégiques fondamentaux que nous allons énoncer ci-après, devrait être pluraliste, ne pas se limiter à une seule identité. L'accord politique de base devrait comprendre des lignes

rouges concernant les accords possibles avec le social-libéralisme, la défense d'une tradition liée au mouvement ouvrier et l'inclusion des autres traditions émancipatrices (féminismes, écologie, LGTBIQ+, antiracisme) ainsi qu'une vision anti-impérialiste et non-campiste du monde.

- La culture organisationnelle d'un regroupement qui souhaite surmonter les erreurs du passé doit être *fraternelle, respecter la liberté de critique et permettre la formation de courants internes, dans le cadre d'une loyauté générale*. Lorsque nous parlons de *vieilles*

erreurs, nous faisons référence tant au *culte de la personnalité* et à l'interdiction de la critique interne – qui ont tant fait les beaux jours de la *nouvelle politique* – qu'à la culture fractionniste propre à une grande partie de l'extrême gauche, qui transforme les partis révolutionnaires en champs de bataille permanents entre différentes factions.

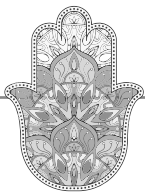
- Une nouvelle organisation écosocialiste devrait disposer de *finances dépendant majoritairement de ses propres cotisations* et, si des subventions devaient être perçues, elles ne devraient pas constituer son principal apport financier. De même, et dans le cas où elle obtiendrait une représentation au sein d'une institution, il doit exister des limites sur le plan des salaires comme du nombre de mandats.

Ces points ne constituent qu'une ébauche de ce que devrait être, selon nous, une nouvelle organisation pour la classe ouvrière de l'État espagnol (au sein de laquelle la classe ouvrière migrante devrait jouer un rôle de premier plan). Nous n'inventons pas la poudre. On pourrait également nous reprocher d'élaborer des recettes idéalistes et difficiles à mettre en œuvre. Mais comme le disait notre regretté Daniel Bensaid : « *Peut-être la construction d'une organisation révolutionnaire est-elle aussi nécessaire qu'impossible, comme l'amour absolu chez Marguerite Duras. Cela n'a jamais empêché personne de tomber amoureux* ». ■

Le 3 avril 2026

“ *Le rôle fondamental d'une organisation de rupture doit résider dans la construction d'une force sociale organisée capable d'affronter sur tous les terrains la bourgeoisie et les politiciens à son service.* ”





La justice au Moyen-Orient est aussi une question climatique

Cet entretien interroge la validité de l'idée selon laquelle « toutes les guerres sont menées pour le pétrole », ainsi que les évolutions possibles au Moyen-Orient.

Entretien de
Denys Gorbach et
Simon Pirani avec
Adam Hanieh

Denys Gorbach : Nous sommes à une semaine du déclenchement d'une nouvelle guerre engagée par les États-Unis et Israël contre l'Iran. Comment l'analyser du point de vue de l'économie politique régionale ?

Avant toute chose, l'attaque américano-israélienne contre l'Iran constitue une catastrophe humaine – d'abord pour l'Iran lui-même, mais aussi pour l'ensemble des populations de la région. Les images de destruction massive consécutives au bombardement d'une école il y a quelques jours en témoignent : des centaines d'Iranien-nes ont été tuées, 30 000 personnes déplacées au Liban, tandis que se poursuivent les bombardements et l'occupation du sud du Liban, de l'Irak et d'autres territoires.

Nous assistons manifestement à une tentative des États-Unis et d'Israël d'exploiter ce moment pour infliger une défaite à l'Iran, au Hezbollah et à d'autres forces régionales, ou du moins pour les contenir durablement. Mais il est tout aussi clair qu'au sein même de la classe dirigeante américaine, cette stratégie suscite inquiétude et hésitation. Toute tentative d'imposer un changement de régime en Iran apparaît, du point de vue de l'impérialisme américain, comme une entreprise hautement risquée. Rien ne garantit son succès. De même, l'idée d'une restauration du régime Pahlavi me

semble largement illusoire : ses soutiens se trouvent principalement dans la diaspora iranienne, bien davantage qu'au sein de la société iranienne elle-même.

Depuis deux ans, c'est-à-dire depuis le début du génocide à Gaza, la stratégie américaine vise clairement à réaffirmer sa primauté dans la région, dans un contexte de déclin relatif de sa puissance à l'échelle mondiale. Les réserves pétrolières du Moyen-Orient – celles des monarchies du Golfe en particulier, mais aussi de l'Iran et de l'Irak – constituent un élément central de cette stratégie, tout comme l'évolution des flux énergétiques, désormais orientés vers l'Est plutôt que vers l'Ouest. Environ 75 % des exportations pétrolières du Moyen-Orient se dirigent aujourd'hui vers la Chine et l'Asie orientale. Dès lors, des points de passage stratégiques comme le détroit d'Ormuz deviennent essentiels pour la sécurité énergétique de ces régions. C'est là une question fondamentale pour la politique américaine : la possibilité

de perturber ces flux, notamment dans le cadre d'un conflit élargi avec la Chine, constitue un levier stratégique majeur.

“ Il se s'agit pas de contrôler directement les réserves pétrolières iraniennes, au sens d'une appropriation par des compagnies occidentales. Il faut considérer l'ensemble de la chaîne de valeur du pétrole : raffinage, transport, distribution. ”

idéologique mené par Paul Wolfowitz et les néoconservateurs, puis d'une mise en scène politique soigneusement orchestrée – notamment le discours de Colin Powell à l'ONU sur les prétendues armes de destruction massive. Aujourd'hui, l'élite



Adam Hanieh

Adam Hanieh est professeur à la School of Oriental and African Studies (SOAS) de l'Université de Londres. Il est largement reconnu pour ses travaux consacrés à l'analyse de l'économie politique des monarchies du Golfe, qu'il aborde dans une perspective marxiste. Son dernier ouvrage, *Crude Capitalism*, propose une relecture stimulante du rôle du pétrole dans les dynamiques du capitalisme aux 20^e et 21^e siècles. Aux premiers jours de la guerre entre l'Iran et les États-Unis/Israël, *Commons* a enregistré cet entretien en compagnie de Simon Pirani, autre intellectuel socialiste britannique et spécialiste des questions énergétiques. Traduit par Adi.

américaine semble avoir renoncé à ce type de justification.

C'est tout à fait juste. Il n'y a même plus de tentative, fût-elle superficielle, de donner un vernis légal à la guerre. Les arguments avancés par l'administration Trump varient d'un jour à l'autre. On ne prend même plus la peine de recourir à l'ONU, ni d'invoquer des accusations du type de celles formulées en 2003.

DG : Si l'on refuse de prendre ces justifications au pied de la lettre, le réflexe critique consiste souvent à chercher des motivations cachées, généralement liées aux ressources naturelles, et en particulier au pétrole.

Vous affirmez que le pétrole est bien en jeu, mais d'une manière différente : il ne s'agirait pas tant de s'en emparer que d'en contrôler les flux ?

En effet, je ne pense pas qu'il s'agisse ici de contrôler directement les réserves pétrolières iraniennes, au sens d'une appropriation par des compagnies occidentales. Il est essentiel de considérer l'ensemble de la chaîne de valeur du pétrole : raffinage, transport, distribution. Le contrôle de ces segments « aval » peut se révéler tout aussi stratégique que la possession des gisements eux-mêmes. À cet égard, le fait que 20 % du pétrole mondial et du gaz naturel liquéfié transitent par le détroit d'Ormuz, ainsi que 30 % des engrais, est extrêmement révélateur. On peut établir un parallèle avec l'invasion de l'Irak en 2003, qui ne visait pas principalement la prise directe des champs pétroliers.

DG : Vous insistez donc sur la domination géostratégique plutôt que sur une motivation économique directe ?

Oui. En 2003, l'objectif principal était moins de contrôler le pétrole irakien que d'affaiblir un grand État arabe susceptible de remettre en cause l'ordre régional dominé par les États-Unis. Certes, le projet de changement de régime n'a pas produit les résultats escomptés, mais les considérations stratégiques demeuraient centrales.

Il faut replacer ces événements dans un cadre régional plus large. Depuis plusieurs décennies, la puissance américaine au Moyen-Orient repose sur deux piliers : Israël d'un côté, les monarchies du Golfe – en particulier l'Arabie saoudite – de l'autre. Les États-Unis ont cherché à articuler ces deux pôles à travers un processus de normalisation économique et politique entre les États du Golfe et Israël. Cette orientation a été amorcée avec les accords d'Oslo dans les années 1990, puis accéléré avec les accords d'Abraham en 2020. Toute force extérieure à ce dispositif est perçue comme une menace – ce qui est précisément le cas de l'Iran aujourd'hui. Toutefois, je ne pense pas qu'un renversement complet du régime iranien puisse déboucher sur une quelconque stabilité politique ; les décideurs américains



Abdel Fattah el-Sissi, le roi Salmane d'Arabie saoudite, Melania Trump et Donald Trump, le dimanche 21 mai 2017 à l'inauguration du Centre mondial de lutte contre l'idéologie extrémiste. © Maison Blanche / Shealah Craighead

en sont d'ailleurs pleinement conscients. L'exemple irakien depuis 2003 est, à cet égard, éclairant : deux décennies de fragmentation, au terme desquelles les États-Unis, malgré leur influence économique et militaire considérable, n'ont jamais réussi à installer un allié fiable.

Simon Pirani : À la lecture de votre livre, *Crude Capitalism*, ce qui m'a frappé, c'est que vous évoquez à la fois le déclin de l'impérialisme américain et la montée en puissance des États du Golfe. Je ne dirais pas qu'ils sont impérialistes au sens strict, mais ils ne dépendent plus totalement des

États-Unis comme c'était le cas il y a cinquante ans. Vous analysez notamment leurs relations avec la Chine. Quelle trajectoire cela dessine-t-il pour les décennies à venir ?

La place des monarchies du Golfe dans l'architecture globale de l'impérialisme américain

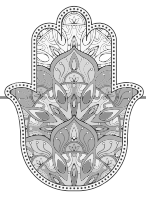
est absolument centrale pour comprendre les transformations des vingt dernières années. Historiquement, ces monarchies ont été étroitement dépendantes des États-Unis, avec lesquels elles ont noué une alliance solide dès l'après-Seconde Guerre mondiale. Washington a en quelque sorte garanti leur survie à la suite des luttes anti-coloniales, en leur fournissant une protection militaire et en tissant avec elles des

liens politiques et économiques étendus, incluant l'implantation de bases militaires. Il est d'ailleurs révélateur que les premières visites présidentielles de Donald Trump – tant en 2016 qu'en 2024 – aient eu lieu en Arabie saoudite.

Au cours de la dernière décennie, les exportations pétrolières du Moyen-Orient ont connu un basculement vers l'Est. Elles ne se dirigent plus vers les marchés occidentaux dans les mêmes proportions ; l'essentiel est désormais absorbé par la Chine et l'Asie orientale. Toutefois, si ces flux d'hydrocarbures se déplacent vers l'Est, les excédents financiers – les pétrodollars – qui s'accumulent dans le Golfe continuent majoritairement d'affluer vers les marchés financiers américains. À cet égard, les discours sur la « multipolarité » apparaissent souvent simplificateurs : certes, les flux de marchandises se réorientent, mais les liens structurels entre le Golfe et la puissance américaine demeurent profonds. Il suffit d'observer la circulation de ces excédents : qu'il s'agisse des fonds souverains, des achats de titres du Trésor américain ou encore des acquisitions d'équipements militaires. Le Golfe constitue le premier marché mondial pour les importations d'armement, largement dominé par les États-Unis. De toutes ces manières, ces surplus financiers continuent d'alimenter la domination financière globale américaine.

Le renforcement des liens entre le Golfe et la Chine ne fait, paradoxalement, qu'accroître l'importance stratégique du Golfe aux yeux de l'impérialisme américain. Dans l'hypothèse d'un conflit plus profond entre les États-Unis et la Chine, les exportations pétrolières du Golfe pourraient devenir un levier essentiel pour asphyxier

« Depuis plusieurs décennies, la puissance américaine au Moyen-Orient repose sur deux piliers : Israël d'un côté, les monarchies du Golfe – en particulier l'Arabie saoudite – de l'autre. »



Moyen-Orient

les approvisionnements énergétiques chinois. Le spectre de cette possibilité s'est d'ailleurs manifesté récemment avec les attaques de tankers dans le détroit d'Ormuz. La capacité des États-Unis à imposer des sanctions aux entreprises chinoises dépend également de leur relation avec l'Arabie saoudite et du fait que le pétrole continue d'être majoritairement libellé en dollars. Ainsi, malgré l'expansion de la puissance régionale du Golfe et la diversification de ses activités dans le secteur énergétique, le lien avec la puissance américaine reste absolument déterminant.

DG : Qu'en est-il de l'activisme militaire propre à ces États ? Simon hésite à parler d'impérialisme, mais il est évident que les Émirats sont désormais engagés dans de nombreux pays – au Soudan, en Libye, au Yémen. L'Arabie saoudite agit de manière comparable, et toutes deux rivalisent avec le Qatar. Comment cela s'articule-t-il avec votre analyse ?

Il existe indéniablement des rivalités entre les monarchies du Golfe, notamment entre l'Arabie saoudite, les Émirats arabes unis et le Qatar. Au cours des dernières décennies, chacune de ces puissances a cherché à affirmer sa propre influence régionale : en finançant de nouveaux régimes autoritaires, par exemple en Égypte ou en Tunisie ; en soutenant des groupes armés et des mouvements politiques en Syrie ou en Libye ; ou encore en intervenant militairement de manière directe, comme au Yémen ou au Soudan. Malgré cela, leur relation avec l'impérialisme américain demeure primordiale. L'intégration des dispositifs militaires est extrêmement profonde : bases américaines, coordination des systèmes de défense, encadrement des équipements fournis. La livraison de matériel militaire américain s'accompagne de la présence permanente de personnel et d'entreprises américaines, ce qui inscrit durablement ces États dans l'appareil stratégique des États-Unis. En somme, on ne peut dissocier les capacités militaires des monarchies du Golfe de leur insertion dans la puissance militaire américaine.

DG : Cet hiver marque le quinzième anniversaire des soulèvements du Printemps arabe. Avec le recul, comment ont-ils transformé les configurations politico-économiques de la région ?

La première chose à dire est que les causes profondes de ces soulèvements n'ont en rien été résolues : la polarisation extrême des richesses et la nature autoritaire des régimes demeurent intactes. Ce à quoi nous avons assisté, en revanche, c'est à une multiplication des guerres et des crises – en Palestine, bien sûr, mais aussi au Liban, en Syrie, en Libye, au Yémen ou au Soudan. La région est devenue le principal foyer mondial de déplacements forcés : un tiers des personnes déplacées dans le monde se trouvent aujourd'hui concentrées dans seulement quatre pays du Moyen-Orient.

Un autre enseignement majeur de ces quinze dernières années réside dans le rôle accru des monarchies du Golfe dans l'économie politique régionale. À la suite de l'effondrement du système régional après 2011, ces États ont tenté de reconfigurer l'ordre en fonction de leurs intérêts, en soutenant divers gouvernements, mouvements politiques ou forces armées. Cette projection de puissance politique s'accompagne d'une intégration économique profonde : le capital du Golfe s'est inséré au cœur des structures étatiques et sociales des pays voisins, à travers la propriété d'industries, de banques, d'infrastructures – notamment portuaires. Une cartographie de ces réseaux révèle l'ampleur de cette imbrication.

Parallèlement, le processus de normalisation entre Israël et les États du Golfe ne s'est pas affaibli après 2023 ; il s'est au contraire intensifié.

Simon Pirani : Sans idéaliser la situation en Iran, on a tout de même vu émerger d'importants mouvements sociaux, malgré des décennies de répression. Comment les élites du Golfe perçoivent-elles cela ? Elles peuvent y voir un intérêt géopolitique, mais cela constitue aussi une menace, puisqu'il s'agit de dynamiques qu'elles ne contrôlent pas.

Au cours des dix dernières années, plusieurs vagues de soulèvements ont traversé la société iranienne – portées par

les étudiant-es, les travailleur-ses, et surtout les femmes – et chacune a été réprimée avec une extrême violence. C'est pourquoi je ne crois absolument pas à l'hypothèse d'un retour du régime Pahlavi porté par les chars américains : cette monarchie ne dispose d'aucune base sociale réelle à l'intérieur du pays. La situation reste difficile à lire, mais il est plus probable que les stratégies américaines cherchent à reproduire un scénario comparable à celui du Venezuela : favoriser l'émergence d'une faction interne au régime susceptible de prendre le pouvoir. Cela reste toutefois hautement incertain.

“ Le renforcement des liens entre le Golfe et la Chine ne fait, paradoxalement, qu'accroître l'importance stratégique du Golfe aux yeux de l'impérialisme américain. ”

DG : Justement, à propos du Venezuela, on a beaucoup évoqué – parfois de manière simpliste – le rôle du pétrole, y compris dans les déclarations de Trump lui-même. Pourtant, les grandes compagnies pétrolières américaines ne semblaient pas intéressées. Comment comprendre réellement la place du pétrole dans ces conflits ?

Les parallèles avec le Moyen-Orient sont nombreux. Il est exact qu'il n'y a pas eu de tentative sérieuse de s'emparer directement du pétrole vénézuélien. Les grandes compagnies occidentales l'ont clairement montré. Le moteur réel de l'intervention américaine était explicitement formulé : l'hémisphère occidental doit rester sous contrôle américain. Il s'agissait d'affirmer une suprématie à un moment où plusieurs pays s'éloignaient de l'orbite américaine pour se rapprocher de la Chine.

Quant au pétrole, il faut revenir à l'ensemble de la chaîne de valeur : capacités de raffinage, routes de transport, etc. Les sanctions américaines ont profondément affaibli le raffinage au Venezuela. Par ailleurs, les grandes réserves « amont » des majors occidentales, comme ExxonMobil, se situent désormais au Guyana voisin. Revenir exploiter le pétrole vénézuélien serait trop coûteux – certains estimant les investissements nécessaires à plus de 100 milliards de dollars sur plusieurs décennies. Le pétrole reste donc central, mais pas sous la forme d'une simple appropriation directe des gisements.

DG : Depuis 2008, nous discutons du spectre du « pic pétrolier ». Au début de l'invasion russe de l'Ukraine en 2022, certains analystes y voyaient la dernière occasion pour la Russie de Poutine d'exploiter ses ressources en hydrocarbures comme levier géopolitique, avant qu'elles ne perdent de leur importance du fait de la transition écologique. Avons-nous réellement dépassé le moment où les goulets d'étranglement énergétiques peuvent être utilisés comme armes ?

Ma réponse brève est non. La guerre récente en Iran rappelle avec force l'importance persistante du pétrole, des routes de transport et, plus largement, de l'industrie pétrolière mondiale. Et, à court terme du moins, la hausse des prix du pétrole constitue indéniablement une aubaine pour la Russie, en soutenant ses revenus d'exportation.

Mais la question essentielle concerne ce que l'on appelle la transition écologique. Si l'on examine les données, on constate que, sous le capitalisme, les transitions énergétiques sont toujours additives : elles ne procèdent pas par substitution. Lorsque le pétrole s'est imposé comme principale source d'énergie au milieu du 20^e siècle, la consommation de charbon n'a pas diminué ; elle a au contraire continué d'augmenter. L'année dernière, la consommation combinée de charbon, de gaz et de pétrole a atteint un niveau historique. Les nouvelles sources d'énergie ne remplacent pas les anciennes : elles s'y superposent. C'est exactement ce que l'on observe aujourd'hui avec les énergies renouvelables. L'essor du solaire et de l'éolien est réel, mais il vient s'ajouter à l'infrastructure fossile existante. Ainsi, même si la part relative des énergies fossiles peut décliner dans le mix énergétique, cela ne signifie nullement une diminution absolue de leur consommation. Or, du point de vue climatique, c'est bien le volume total d'énergie fossile consommée qui importe.

Si l'on revient aux États du Golfe, tous projettent d'augmenter leur production de pétrole – et plus encore de gaz – dans la décennie à venir. Le ministre saoudien du pétrole déclarait encore récemment que « chaque molécule d'hydrocarbure sera



Téhéran, Iran, le 9 janvier 2026. © MAHSA/MEI

extraite». Dans le même temps, ces pays accélèrent massivement le développement du solaire et de l'éolien. Le Moyen-Orient est désormais, hors Chine, la région du monde où les capacités renouvelables croissent le plus rapidement – et cela tient principalement aux monarchies du Golfe. Cette dynamique répond à une logique simple : libérer davantage de pétrole et de gaz pour l'exportation, plutôt que de les consommer localement pour la production d'électricité. Il est plus rentable de vendre ces ressources sur les marchés internationaux que de les brûler sur place. Il n'y a donc aucune contradiction entre expansion des énergies fossiles et développement des renouvelables ; dans le cadre du capitalisme, ces deux dynamiques se renforcent mutuellement.

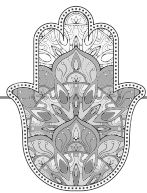
Simon Pirani : Pour revenir à la question des goulets d'étranglement, ils ne concernent pas l'équilibre global entre offre et demande, mais des formes spécifiques d'énergie dans des lieux spécifiques. La hausse très rapide du prix du gaz ces derniers jours – bien plus marquée que celle du pétrole – en est une illustration. Elle tient notamment au rôle crucial du Qatar : les puissances européennes cherchent à donner l'impression qu'elles ne dépendent plus du gaz russe (même si l'importation de GNL russe en Europe invite à relativiser cette affirmation), mais il suffit de quelques attaques de

drones visant le Qatar pour que les prix s'envolent.

C'est exact. Cela montre à quel point il est nécessaire de penser ces questions énergétiques à l'échelle de l'ensemble de la chaîne de valeur, et dans une perspective véritablement globale. Où les ressources sont-elles raffinées, transformées, transportées ? Nous avons souvent tendance à rechercher des explications rapides, en identifiant des « points de blocage » supposés décisifs. Mais ces analyses sont fréquemment trop simplificatrices. Il faudrait une cartographie beaucoup plus fine – notamment des mécanismes de formation des prix. À cet égard, de nombreuses idées reçues persistent, en particulier sur le pétrole : on suppose souvent que son prix dépend directement de l'offre et de la demande. En réalité, il est largement déterminé sur les marchés financiers, et fortement influencé par les anticipations et la spéculation. Certes, ces anticipations peuvent intégrer des facteurs géopolitiques ou des variations d'offre et de demande, mais elles ne s'y réduisent pas.

SP : Cela rejoint la question des prix de détail de l'électricité et du gaz en Europe. L'année 2022 a été très instructive : ces prix dépendent d'une multiplicité de facteurs. La guerre en Ukraine a servi de prétexte à des niveaux de profit exceptionnels, notamment pour les entreprises du secteur électrique. C'est une question éminemment politique, qui affecte directement les classes populaires européennes, en particulier à travers leurs dépenses énergétiques.

« Pahlavi porté par les chars américains : cette monarchie ne dispose d'aucune base sociale réelle à l'intérieur du pays. »



On observe d'ailleurs les mêmes débats actuellement au Royaume-Uni, notamment autour du prix de l'électricité.

DG : Dans votre livre, vous expliquez que les compagnies pétrolières ont abandonné le déni du changement climatique pour adopter une stratégie reposant sur des « fausses solutions » – véhicules électriques, hydrogène, bioénergies, et surtout captage du carbone. Quelle est la logique de ces stratégies, et comment les contester ?

Les stratégies mises en avant par les grandes compagnies pétrolières – qu'il s'agisse des majors occidentales ou des compagnies nationales comme Saudi Aramco – ne visent pas à résoudre la crise climatique. Elles ont pour fonction de permettre la poursuite, voire l'intensification, de la production et de la consommation d'énergies fossiles. Les dispositifs qu'elles promeuvent – captage du carbone, électrification des transports, hydrogène – relèvent de solutions techniques qui évitent de poser la question fondamentale : celle du lien entre hydrocarbures et dynamique d'expansion du capitalisme. Certains considèrent même l'hydrogène comme un cheval de Troie destiné à prolonger l'exploitation du gaz naturel. Il s'agit, en somme, de donner l'apparence d'une réponse, tout en préservant les structures existantes.

DG : En 2021, vous avez publié une analyse politico-économique de la formation de l'État en Palestine. La guerre déclenchée en 2023 a profondément modifié les rapports de force. Aujourd'hui, après la reconnaissance formelle de l'État palestinien par plusieurs pays occidentaux, sur quelles bases sociales celui-ci repose-t-il ?

La question de l'État est, à mon sens, extrêmement problématique pour le mouvement palestinien. Historiquement, la promesse d'un État a été largement illusoire. Elle a servi de contrepartie à l'approfondissement de la colonisation israélienne et à la fragmentation du mouvement politique palestinien. Les accords d'Oslo en sont un exemple frappant : présentés comme une étape vers la création d'un État palestinien, ils ont en réalité réduit l'ho-

rizon politique à une négociation sur des fragments de territoire en Cisjordanie. Ils ont également dissocié plusieurs composantes essentielles du peuple palestinien – les citoyens palestiniens d'Israël, les réfugiés, Gaza et la Cisjordanie – en les séparant du cadre politique commun.

Aujourd'hui encore, on observe une contradiction flagrante : certains États occidentaux, comme le Royaume-Uni, affichent leur soutien à la reconnaissance d'un État palestinien tout en continuant à armer Israël et soutenir le génocide à Gaza. Cette duplicité rend d'autant plus dangereux l'attrait de cette perspective étatique.

Sur le plan de l'économie politique et des dynamiques de classes, les accords d'Oslo ont conduit à la création de l'Autorité palestinienne en 1994. Celle-ci s'est constituée en représentante de la classe capitaliste palestinienne de Cisjordanie. Une bourgeoisie dont les racines s'étendent largement au-delà, notamment vers les États du Golfe. L'Autorité Palestinienne fonctionne en grande partie comme un sous-traitant de l'occupation israélienne, tout en faisant office de faire-valoir pour faciliter l'intégration d'Israël dans l'économie régionale.

Comprendre ces dynamiques sociales, économiques et politiques est essentiel pour saisir ce qui se passe en Palestine et l'impasse du récit autour de l'État palestinien.

Simon Pirani : Depuis des décennies, on débat des solutions à un ou deux États. Mais ces discussions semblent de plus en plus abstraites. Netanyahu a clairement empêché toute perspective de solution à deux États. Les mouvements de solidarité se concentrent, à juste titre, sur des objectifs concrets comme l'arrêt des livraisons d'armes. Mais existe-t-il un angle politique que nous négligeons ?

Je partage ce constat. Une partie de la gauche tend à s'enfermer dans des débats abstraits sur la forme que devrait prendre un éventuel État – un ou deux États, sous quelles conditions, avec quelles populations. Or ces discussions se tiennent souvent sans les Palestiniens eux-mêmes, et sans ancrage dans un mouvement politique réel. Les questions stratégiques émergeront à mesure que se reconstruira un mouve-

ment politique palestinien, en lien avec les solidarités internationales. Les campagnes de boycott, désinvestissement et sanctions (BDS) offrent à cet égard un cadre plus concret, en intégrant les différentes composantes du peuple palestinien, notamment les citoyens palestiniens d'Israël et les réfu-

giés. Ce sont ces revendications qui peuvent ouvrir la voie à une réflexion sur les formes politiques à venir.

DG : Pour finir, qu'en est-il de la question kurde, qui a un temps suscité un fort soutien dans les milieux progressistes ? Aujourd'hui, elle

semble moins visible, bien que les mouvements kurdes restent actifs dans plusieurs pays.

Il est essentiel que la gauche reconnaisse et soutienne la lutte kurde. L'histoire du nationalisme arabe dominant a été marquée par une incapacité à intégrer les revendications des minorités nationales et ethniques, notamment kurdes. Cette lacune a permis une instrumentalisation de ces luttes par les États-Unis et Israël. On le voit aujourd'hui dans les tentatives d'armer certaines forces kurdes contre l'Iran.

Il est donc crucial de soutenir ces luttes tout en restant lucide sur les stratégies impériales, qui ne visent pas l'autodétermination des peuples mais la poursuite de leurs propres intérêts.

DG : Enfin, comment les mouvements progressistes peuvent-ils penser leur stratégie énergétique ? Quelle pourrait être la position d'un régime progressiste face aux énergies fossiles ?

L'aggravation de la crise climatique impose de placer au centre la nécessité d'une sortie des énergies fossiles. Le Moyen-Orient joue ici un rôle décisif, en tant que cœur du système mondial des hydrocarbures, notamment pour les exportations. Les dynamiques politiques de la région – de la Palestine à l'Iran – ne peuvent être comprises indépendamment de cette réalité énergétique. Défendre la justice sociale et politique dans la région, c'est aussi, fondamentalement, poser la question climatique. ■

Le 5 mars 2026

Contre le G7, construisons la résistance internationaliste à Genève

Face au G7, qui se réunit à Évian pour organiser la destruction des peuples, l'exploitation du vivant et la domination des corps, organisons notre résistance contre le fascisme et l'impérialisme ! Retrouvons-nous du 13 au 17 juin 2026 à Genève pour construire la riposte internationaliste !

Par
Juan Tortosa

« Le G7 rassemble chaque année les gouvernements de sept des pays les plus riches du monde, qui discutent d'économie et de géopolitique. Depuis 1975, les États-Unis, la France, le Royaume-Uni, l'Allemagne, l'Italie, le Canada et le Japon se réunissent pour organiser la direction capitaliste du monde – rejoints en 1997 par la Russie, aujourd'hui exclue à la suite de l'annexion de la Crimée en 2014. »

C'est ainsi que débute l'Appel à la mobilisation de la Coalition internationale NOG7, composée de plus de 40 organisations, à la gauche du Parti socialiste et des Verts genevois, actuellement majoritairement issues de la région lémanique.

Un club restreint au service des puissants et des multinationales

Le G7 est un « forum » créé en 1975 sous la forme d'une réunion « informelle » des puissances industrielles occidentales. Le G7 incarne l'ordre international issu de la Seconde Guerre mondiale, avec les États-Unis comme pivot. À son apogée, il représentait plus des deux tiers du produit intérieur brut mondial. Bien que son poids économique ait aujourd'hui diminué, ses membres continuent de concentrer une grande partie du capital technologique, militaire et financier de la planète. Le G7 n'a aucune légitimité démocratique, mais ça ne l'empêche pas de se considérer comme un gouvernement mondial permanent des multinationales, du capital financier et des complexes militaires.



Juan Tortosa

Juan Tortosa est membre de solidarités et de la Coordination NoG7 de Genève

Le G7 joue un rôle actif dans l'imposition des politiques néolibérales au Sud comme au Nord, et dans l'accaparement des ressources des peuples du Sud. Il prône la baisse des dépenses publiques, la réduction de l'État à la seule fonction de contrôle social et de militarisation accrue.

Pour imposer ces politiques, il s'appuie sur les institutions financières internationales, comme le Fonds Monétaire International, et la Banque Mondiale, et plus tard l'Organisation Mondiale du Commerce, dans lesquelles les membres du G7 disposent de la majorité du capital et par conséquent déterminent les décisions.

Le G7 a une double fonction : la reproduction de l'ordre économique mondial pour les intérêts des grandes puissances et le contrôle et le pillage des pays dominés, principalement à travers la dette. Le G7 poursuit sans pitié sa politique malgré l'ampleur des désastres écologiques et sociaux qui l'accompagnent.

Le G7 aujourd'hui

Nous vivons dans un monde caractérisé par les inégalités croissantes : inégalités sociales et économiques, politiques,



Le Pape François lors du G7 de 2024 en Italie. © Yacawotçã



écologiques, géopolitiques, dont la manifestation la plus significative est la domination néocoloniale des pays du Sud Global. À cela s'ajoutent encore la guerre permanente des États-Unis pour garder son hégémonie, le génocide israélien à Gaza, l'invasion russe de l'Ukraine, etc.

La réunion qui aura lieu en juin sur les rives du lac Léman se déroulera dans un contexte géopolitique et économique particulier, différent des précédents sommets. Les tensions et conflits d'intérêts au sein du G7, souvent masqués par une façade d'unité, se sont accentués, au point que la traditionnelle « photo de famille » ne pourra plus les dissimuler. Nous traversons une période de profonde mutation à l'échelle internationale, marquée par la montée en puissance de l'extrême droite réactionnaire – au gouvernement dans plusieurs pays, à commencer par les États-Unis – l'intensification des contradictions inter-impérialistes et les tentatives de rompre les anciens équilibres mondiaux.

Il y a des intérêts opposés entre les membres du G7, notamment sur la guerre en Ukraine et sa continuation ; l'intervention militaire des États-Unis et d'Israël en Iran et les conséquences géopolitiques pour la région et économiques pour le reste des pays riches ; les ambitions expansionnistes de l'administration Trump visant même des pays de l'Union européenne ; la confrontation avec la Chine, la principale concurrente à l'hégémonie des États-Unis, etc. Nous assistons à la restructuration du système-monde au niveau international et à des luttes inter-impérialistes, qui se traduisent par une montée du militarisme et du bellicisme, ainsi que par de nouvelles dynamiques extractivistes visant à préserver ou à étendre de nouvelles zones d'influence.

Adopter une perspective anticapitaliste sur le G7, ce n'est pas simplement dénoncer ses décisions ponctuelles, mais analyser le système qu'il incarne et reproduit, la nature même de cette institution mondiale. Un petit noyau de chefs d'État qui représentent les privilégiés de la planète ne peut pas s'arroger le monopole de décider pour nous.

Face à cela, des alternatives écosocialistes et anticapitalistes existent, et nous allons en débattre lors de notre contre-sommet à Genève, les 13 et 14 juin.

Construire la résistance internationaliste

À l'initiative de la Grève féministe, de secteurs antifascistes et d'un centre auto-

nome (le Silure) à Genève, une large coalition, comprenant notamment des syndicats, BDS, Solidar, le NPA-L'Anticapitaliste et le CADTM, s'est constituée pour dénoncer le rôle du G7 dans le désordre mondial et construire une mobilisation importante, notamment les 13 et 14 juin 2026. Le sommet officiel aura lieu du 15 au 17 juin, à Évian, côté français, à proximité de Genève.

Les autorités françaises ayant interdit toute manifestation sur leur territoire, la mobilisation se déroulera en Suisse, dans un cadre restreint et sous contrôle. Le gouvernement fédéral déploiera plus de 2 000 soldats et la police des cantons limitrophes viendra en renfort de leurs collègues genevois. Elles veulent fermer les frontières et restreindre la libre circulation. Les autorités tentent de créer une ambiance de peur en disant que les « casseurs » sont de retour, 23 ans plus tard. De l'autre côté de la frontière, aucune salle n'est disponible pour le contre-G7, sur ordre de la préfecture, et côté genevois, aucun espace public ne nous est accordé. Aucune commune, même celles dites de gauche, ne veut pour le moment mettre à disposition un terrain pour le campement.

Le 14 juin, une manifestation féministe haute en couleur

En Suisse, le 14 juin est une date centrale dans la lutte pour l'égalité salariale et la reconnaissance du travail visible et invisible des femmes. Elle correspond à l'anniversaire de la première grève des femmes en Suisse, le 14 juin 1991. Organisée dix ans après l'inscription de l'égalité dans la Constitution, elle a réuni plus de 500 000 femmes, autour du slogan : « Les femmes, bras croisés, le pays perd pied ». Cette journée a contribué à l'adoption de la Loi sur l'Égalité en 1996. Une autre grève féministe massive a eu lieu le 14 juin 2019, dénonçant la persistance des inégalités.

Aujourd'hui, la Grève féministe en Suisse constitue l'un des principaux moteurs des mobilisations sociales contre le patriarcat, le racisme et le fascisme. La manifestation contre le G7, du 14 juin, dans l'après-midi, prendra les couleurs violettes de cette colère.

Un appel relativement radical a été élaboré, accordant une large place à la lutte

contre le fascisme. D'autres axes sont également mis en avant : la lutte contre l'impérialisme, la dénonciation des nouvelles formes de domination postcoloniale, ainsi que l'extractivisme et l'utilisation de la dette comme instrument de domination.

Nous envisageons d'organiser plus d'une dizaine de conférences, ateliers et plénières, dès le jeudi 11 juin au soir. Plusieurs thématiques seront abordées : le rôle de la grève féministe, l'écofascisme, la solidarité avec la Palestine, le nouvel ordre mondial, l'extractivisme, comment combattre le fascisme, etc. Des concerts et des activités artistiques sont également prévus. Et, bien entendu, une manifestation aura lieu le

dimanche 14 juin, dans l'après-midi.

Un contexte politique différent par rapport à 2003

Les médias suisses comparent la mobilisation actuelle à celle de 2003, contre le G8 à Évian. Pourtant, le contexte est profondément différent. En 2003, le mouvement altermondialiste était à son apogée, porté par plusieurs années de mobilisations massives à l'échelle internationale. Aujourd'hui, les dynamiques sont différentes, même si certaines luttes, notamment la solidarité avec le peuple palestinien et la grève féministe, restent centrales. En vingt ans, la répression et la criminalisation des mouvements sociaux se sont intensifiées, réduisant les espaces de contestation.

Pour l'instant, nous ne savons pas si les activités prévues à Genève, ainsi que la manifestation du 14 juin, seront autorisées. Malgré cela, la mobilisation s'organise. Entretemps, une large coalition s'est constituée en France et un Appel a été lancé. Nous travaillons en collaboration et appelons ensemble aux mobilisations.

L'appel genevois se conclut par une invitation à rejoindre la mobilisation à Genève :

« Pour l'internationalisme et la solidarité entre les peuples, contre le colonialisme et les politiques migratoires mortifères, organisons la résistance !

Pour la solidarité entre les travailleurs-euse-s de tous les pays et contre les spoliations, manifestons ensemble contre le G7 ! »

Nous vous attendons ! ■

Le 24 avril 2026

Non à l'OTAN !

Le 4 avril 2026, à l'occasion de l'anniversaire de la fondation de l'OTAN, s'est tenu le Webinaire mondial antimilitariste, organisé par l'initiative « No to NATO », créée à la suite de l'appel du Parti ouvrier de Turquie (TIP), au sein duquel militent les membres de la Quatrième Internationale dans ce pays. Réunissant des intervenant-es de plusieurs dizaines de pays et près de 200 participant-es, ce webinaire a appelé à l'organisation d'un Sommet international anti-impérialiste pour la paix en juin 2026, en réponse au sommet de cette organisation criminelle prévu en Turquie. Nous publions la déclaration finale du webinaire.

Nous vivons une période où la menace que fait peser l'impérialisme sur les peuples du monde et l'agression impérialiste dans notre région s'intensifient. Le 4 avril, date anniversaire de la fondation de l'OTAN – organisation de guerre de l'impérialisme –, des représentant-es d'organisations de gauche, socialistes et révolutionnaires de différents pays, ainsi que des militant-es et intellectuel-les issus de mouvements sociaux, se sont réuni-es lors d'une rencontre en ligne. Les guerres en cours et le rôle de l'OTAN en leur sein ont été discutés, de même que les champs de lutte contre ces guerres. Les participant-es ont également débattu des moyens d'organiser l'opposition au sommet de l'OTAN prévu à Ankara les 7 et 8 juillet 2026, et ont souligné l'importance de la solidarité internationale dans ce processus. Au cours de cette réunion, des points de

vue communs ont été exprimés sur les éléments suivants.

Le bras armé de l'impérialisme

L'impérialisme étatsunien et Israël agissent en hors-la-loi, visant les peuples de Palestine, du Liban, d'Iran, du Yémen et d'autres pays. Les États-Unis, qui soutiennent le régime sioniste israélien, appuient le génocide mené en Palestine et bombardent l'Iran afin de garantir les intérêts de ce régime. L'OTAN, par son rôle militaire et politique, se trouve au cœur de ces attaques. L'Union européenne

La liste des personnalités et des organisations signataires est disponible sur le site notonato2026.org. Les intertitres sont de la rédaction.

“ *L'impérialisme étatsunien et Israël agissent en hors-la-loi, visant les peuples de Palestine, du Liban, d'Iran, du Yémen et d'autres pays.* ”

et ses principales puissances impérialistes sont également complices, soutenant l'agression israélo-étatsunienne contre les peuples d'Asie occidentale tant sur le plan politique que militaire. Depuis les bases de l'OTAN dans la région – en particulier celles situées en

Turquie – des renseignements militaires et un soutien logistique sont fournis aux États-Unis et à Israël. Les bases étatsuniennes en Grèce et les bases britanniques à Chypre jouent également un rôle crucial dans le maintien de cette agression. Nous disons toutes et tous non à l'OTAN et aux bases militaires étatsunienne en Asie occidentale.

Depuis sa création, l'OTAN a servi d'instrument de destruction pour l'ordre capitaliste, comme le montrent de nombreux exemples. Tout en promettant la « paix » dans le cadre de la stabilité globale du système capitaliste, l'OTAN a soutenu des structures contre-guérilla dans de nombreux pays et est intervenue dans les affaires intérieures de nombreux États, réprimant violemment les luttes et les mobilisations de la classe ouvrière. Aujourd'hui, nous constatons également les conséquences destructrices de la militarisation et de la formation de blocs militaires à travers l'OTAN,



Au sommet de 2024, avec Biden au centre. © The White House



notamment sur l'axe Russie-Ukraine (1).

Un autoritarisme réactionnaire

Avec le retour de Trump au pouvoir pour un second mandat, ce processus contre-révolutionnaire est devenu encore plus évident. L'OTAN contraint tous ses États membres à augmenter leurs dépenses militaires. La pression visant à consacrer 5 % des budgets nationaux aux dépenses militaires révèle une fois de plus la nature de l'OTAN comme instrument de guerre impérialiste. Allouer 5 % des budgets publics – ressources créées par les travailleur·ses – à la militarisation signifie retirer ces ressources des biens publics et des besoins sociaux des populations. Tandis que les ressources des travailleur·ses sont détournées vers l'industrie de l'armement, les politiques militaristes créent également un terrain favorable à la montée de l'extrême droite. Dans une grande partie

“Le régime d'accumulation du capital entre dans une nouvelle phase agressive et où l'agression impérialiste s'accélère. L'OTAN doit être dissoute et toutes les guerres motivées par l'agression impérialiste doivent cesser immédiatement.”

du monde, en particulier en Europe, les partis d'extrême droite – qui progressent à travers des politiques contre les immigré·es, contre les femmes et les LGBTQI+ – poussent les masses non pas à lutter contre ce système, mais à y trouver une place oppressive, renforçant ainsi le processus contre-révolutionnaire.

La barbarie impérialiste

La guerre ne provoque pas seulement la mort et la destruction, elle entraîne aussi des migrations massives. En raison des attaques et des conflits en cours, les peuples de

la région sont contraints à des déplacements de grande ampleur. Dans les pays d'accueil, les migrant·es constituent généralement une main-d'œuvre à bas coût pour le système capitaliste, tout en étant confronté·es au racisme et à des violations systématiques de leurs droits. Parmi elleux, les femmes, les enfants et les personnes LGBTQI+ sont les plus durement touché·es par la discrimination et la pauvreté.

Cette barbarie à l'échelle mondiale confronte également l'humanité à une destruction écologique et à des catastrophes. Le ciblage de centrales thermiques lors des attaques contre l'Iran et la menace d'utilisation d'armes nucléaires placent non seulement la région, mais le monde entier, au bord d'une catastrophe écologique majeure.

Aujourd'hui, il est plus important que jamais de renforcer et d'élargir la lutte contre l'OTAN. À un moment où le régime d'accumulation du capital entre dans une nouvelle phase agressive et où l'agression impérialiste s'accélère, ce qu'il faut faire est clair : l'OTAN doit être dissoute et toutes les guerres motivées par l'agression impérialiste doivent cesser immédiatement. Les voies nécessaires doivent être ouvertes pour cela, et les luttes anti-OTAN doivent se construire dans la solidarité internationale.

Afin de renforcer cette lutte, le contre-sommet prévu à Ankara en juillet constitue un moment important. Ce sommet – où sera discuté l'objectif d'augmenter les dépenses militaires à 5 % du PIB, où l'agression en Asie occidentale sera légitimée et où l'ouverture d'une nouvelle base militaire en Turquie pourrait également être mise à l'ordre du jour – doit être accueilli par une réponse forte.

Les participant·es à la réunion du 4 avril se sont accordé·es sur les points suivants :

- Une mobilisation large doit être organisée en opposition au sommet de l'OTAN prévu à Ankara les 7 et 8 juillet.
- Afin de faire entendre la voix des peuples contre ce sommet impérialiste, un « Sommet international anti-impérialiste pour la paix » doit être organisé à Istanbul le 4 juillet.
- Face à un sommet où les dirigeant·es des États membres de l'OTAN se réuniront pour élaborer de nouveaux plans d'agression, la voix de la paix et de la solidarité internationale doit être élevée.
- Pour organiser ce Sommet international anti-impérialiste pour la paix, toutes les organisations, mouvements et personnes de gauche, révolutionnaires, socialistes et antimilitaristes doivent soutenir et élargir cet appel dans un esprit de solidarité.
- Le Sommet international anti-impérialiste pour la paix doit créer un espace permettant aux peuples de différents pays et à leurs représentant·es de faire entendre leur voix et de discuter des moyens de lutter contre l'impérialisme. ■

Le 4 avril 2026

1) Cette formulation est caractéristique de formules de compromis problématiques, puisqu'elle sous-entend que l'OTAN serait la seule alliance militaire, oubliant ainsi l'Organisation du traité de sécurité collective, organisée autour de la Russie, et oubliant au passage que c'est bien la Russie qui a déclenché la guerre, pas l'OTAN... (NdR).



Plusieurs de nos camarades ont participé au séminaire en ligne le 4 avril 2026 : des États-Unis, de Belgique, du Brésil, de l'État espagnol, de Grèce et de France.

Le pouvoir et l'urgence dans la crise écologique

L'urgence de la crise globale du capitalisme, notamment du fait de la crise écologique, est indéniable. Y répondre nécessite une vision claire de la question du pouvoir et de la transition vers une autre société.

Par
Martín Lallana et
Júlia Martí

La situation est sans ambiguïté : nous sommes au bord d'un désastre climatique irréversible (1). En 2025 nous avons déjà dépassé sept des neuf limites planétaires (2). Cela a pour effet fondamental l'accélération et l'aggravation de toute la crise écologique. Les records d'émissions globales de CO₂ et leur concentration dans l'atmosphère sont battus chaque année. Tant que le robinet est ouvert, le débit ne réduira pas. On a pu observer récemment que la capacité d'absorption des émissions de CO₂ des océans se réduisait (3). Le même phénomène s'observe pour les forêts : en 2023 et en 2024 la déforestation et les méga-feux ont réduit les absorptions de carbone des forêts au plus bas (4). En Finlande, les forêts n'agissent plus comme pièges à carbone mais comme source de carbone (5) !

Dans le même temps, la chute de la biodiversité atteint une ampleur catastrophique. Depuis 1970, la population d'animaux sauvages a chuté de 73 % (6). Presque un million d'espèces sont menacées d'extinction. La diminution du nombre d'insectes est déjà en train de réduire la production alimentaire. Elle est accompagnée de l'utilisation massive d'engrais chimiques dans l'agro-industrie qui est en train d'épuiser la fertilité des sols cultivables.

Le chaos mondial

De plus, nous ne pouvons pas analyser l'urgence écologique de manière isolée : celle-ci se produit dans un contexte socio-économique et géopolitique mondial instable. L'invasion de l'Ukraine, le génocide en Palestine, les interventions étatsuniennes en Amérique latine, les tensions dans la Mer de Chine méridionale, les révoltes, les coups d'États et les guerres pour les ressources en Afrique, etc., décrivent un désordre mondial. Mais d'un autre côté, l'essor des migrations, des inégalités, l'augmentation du coût de la vie, la droitisation de la société, la répression et la violence (qui ont un impact bien plus important sur les personnes racisées, les femmes, les personnes LGBTQIA+, les activistes, etc.) montrent une série d'urgences

accumulées, et dans une large mesure interconnectées, auxquelles nous devons répondre. Même si l'on détourne les yeux, tout ceci continue à se produire. Toujours plus vite, toujours plus grave, toujours plus irréversible. Mais la prise de conscience ne se transforme pas mécaniquement en action contre la catastrophe en cours. La véritable dispute sur la

crise écosociale n'est pas le débat scientifique mais la question du pouvoir. C'est dans cette perspective que se situe la réflexion que nous voulons aborder dans cet article : sur le pouvoir et l'urgence.

La question de l'urgence

Dans un tel contexte, les doutes se développent logiquement concernant la



Júlia Martí

Júlia Martí est une activiste écoféministe et membre de la rédaction de *Viento Sur*.

1) William J. Ripple et collaborateurs, "The 2025 state of the climate report: a planet on the brink" (Le rapport sur l'état du climat en 2025 : une planète au bord du gouffre), *BioScience*, Volume 75, n°12, 2025.

2) Planetary Boundaries Science (PbScience), 2025, *Planetary Health Check 2025*. Potsdam Institute for Climate Impact Research (Bilan de santé de la planète 2025. Institut de recherche sur les impacts climatiques de Potsdam), Potsdam, Allemagne.

3) Müller, Jens D., Gruber, Nicolas ; Schneuwly, Aline, etc. "Unexpected decline in the ocean carbon sink under record-high sea surface temperatures in 2023" (Baisse inattendue du puits de carbone océanique alors que les températures de surface de la mer atteignent des niveaux records en 2023), *Nat. Clim. Chang*, 2025.

4) Nancy Harris et Melissa Rose. "World's Forest Carbon Sink Shrank to its Lowest Point in at Least 2 Decades, Due to Fires and Persistent Deforestation" (Le puits de carbone forestier mondial a atteint son niveau le plus bas depuis au moins deux décennies, en raison des incendies et de la déforestation persistante), *World Resource Institute*, 24 juillet 2025.

5) Natural Resources Institute Finland. 2025. "Preliminary greenhouse gas inventory results for 2023: Forest land has turned into an emission source because the carbon sink of trees no longer cover emissions from forest soil" (Résultats préliminaires de l'inventaire des gaz à effet de serre pour 2023 : les terres forestières sont devenues une source d'émissions, car le puits de carbone constitué par les arbres ne compense plus les émissions provenant des sols forestiers).

6) WWF, *Rapport Planète Vivante*, 2024.



stratégie politique à adopter afin de répondre au mieux à l'urgence de la crise écologique. En effet, les échéances pour mettre en place les immenses transformations nécessaires sont d'à peine une à deux décennies. Les conséquences de l'inaction sont de plus en plus catastrophiques. Par conséquent, le manque de certitudes stratégiques donne lieu à des réponses variées, qui partagent la conscience de l'urgence mais adoptent des approches différentes et bien souvent, contradictoires. Nous analyserons celles exerçant une certaine influence dans le contexte de l'État espagnol.

Les intellectuels du « progressisme vert » espagnol ont récemment insisté sur la question des temporalités pour justifier leur projet politique. Emilio Santiago affirme qu'aucun frein à la décarbonisation n'est admissible et que la gauche ne peut plus s'arrêter à des excuses idéologiques comme les inégalités ou les bénéfices des grandes entreprises privées (7). José Luis Rodríguez revendique l'importance d'établir une alliance avec la frange verte du capital (8). Xan López considère que la gauche doit en finir avec ses dogmes et agir dans le capitalisme tel qu'il est pour renforcer la démocratie libérale verte (9). César Rendueles défend que l'actualité de la crise écologique transforme l'héritage du marxisme en fantaisie morbide et politiquement catastrophique (10).

“ Sans les individus les plus touchés par la crise écosociale, nous ne pourrions déclencher les processus radicaux qui sont nécessaires aux transformations ambitieuses dont nous avons besoin. ”

Tous insistent sur le même point : il n'est pas réaliste d'espérer la chute du capitalisme pour dépasser la crise climatique. Et à partir de cette position, ils en appellent à un pragmatisme vert qui choisit la gestion verte de l'existant. S'il y a quelques années ils justifiaient cette voie en arguant qu'elle s'inscrivait dans l'air du temps ; ils le justifient maintenant comme la seule voie face à la montée du fascisme fossile.

Du côté des mouvements sociaux, même si la vitalité des mobilisations climatiques pré-pandémie n'a pas été retrouvée, on en a hérité la radicalisation de certains secteurs militants. Des collectifs comme Extinction Rebellion ou Futuro Vegetal ont utilisé les tactiques de désobéissance civile pour attirer l'attention sur l'urgence de la situation. Le mouvement français Les Soulèvements de la terre jouit également d'une influence croissante dans les groupes écologistes autonomes et de défense du territoire. Ceci a mené à l'apparition subite des *Revoltes de la Terra* en Catalogne. Sans oublier les révoltes paysannes dans toute l'Europe, et qui, malgré le fait que leurs revendications ne soient pas toujours écologiques, mettent cependant en évidence les symptômes de cette crise.

Des membres du collectif portugais *Climáximo* interrogent les stratégies actuelles des mouvements depuis le



Martín Lallana

Martín Lallana est syndicaliste et membre de la rédaction de *Viento Sur*.

prisme de l'urgence (11) et critiquent la manière dont la plupart des organisations multiplient les esquives concernant cette question. Ils considèrent que ni construction progressive d'un pouvoir et d'une organisation communautaire, ni les mobilisations de masses, ni les revendications concrètes et réalistes ne répondent correctement à l'urgence de la crise. En même temps, ils alertent sur le fait que l'ampleur de la menace a bien trop souvent pour réponse le renoncement à la lutte pour le pouvoir et le retranchement vers des projets locaux. Ils affirment que « si l'on veut planifier le démantèlement du capitalisme dans les délais imposés par le changement climatique, nous avons besoin d'une théorie du changement et d'un modèle d'organisation qui soient compatibles avec cette tâche ».

Ils insistent sur l'importance de renforcer l'écosystème des mouvements et organisations engagées dans la rupture révolution-

7) Emilio Santiago Muñio (2024), “El cronómetro ya es la brújula: por un frentepopulismo climático” (Le chronomètre fait désormais office de boussole : pour un populisme climatique), *Critic*. Emilio Santiago Muñio est anthropologue climatique et conseiller pour les député·es de la communauté autonome de Madrid et pour le Congrès des député·es de l'État Espagnol (NdT).

8) José Luis Rodríguez (2024), “¿Qué es una alianza? Apología de la incomodidad” (Qu'est-ce qu'une alliance ? Éloge de l'inconfort), *Corriente Cálida*.

9) Clemente Álvarez, Xan López, “No es realista esperar a la abolición del capitalismo para superar la crisis climática” (Il n'est pas réaliste d'attendre l'abolition du capitalisme pour surmonter la crise climatique), *El País*.

10) Cesar Rendueles (2025), “La extinción del marxismo (el marxismo político ante la crisis ecosocial)” (La fin du marxisme (le marxisme politique face à la crise écosociale)), *Cuaderno digital de cultura*.

11) Mariana Rodríguez et Sinan Eden (2025), *All In: a revolutionary theory to stop climate collapse*.

Militants écologistes. DR



naire. La proposition est que les organisations se positionnent dans l'état d'esprit d'une guerre face à l'urgence climatique : toute stratégie, tactique et processus interne doit être efficace, doit recourir à des formations rapides et doit être souple.

Pour les « progressistes verts », toute prise de position idéologique sera perçue comme contraire à tout projet révolutionnaire. Ils s'opposent aux positions anticapitalistes, synonymes selon eux d'obstacles à la résolution de la crise écologique, bien que les résultats de leur pragmatisme soient toujours invisibles. De plus, la façon trompeuse dont ils envisagent l'urgence pour imposer leur projet politique fait beaucoup trop écho au fameux « *il n'y a pas d'alternative* », qui légitime des solutions antidémocratiques et oublie que, sans les individus les plus touchés par cette crise écosociale, nous ne pourrions déclencher les processus radicaux qui sont nécessaires aux transformations ambitieuses dont nous avons besoin.

Si l'on peut se reconnaître dans certains des positionnements de Climáximo, leurs conséquences ne pourront être qu'un excès de volontarisme. Dans la pratique, on peut constater que le choix d'une intensification rapide de la lutte brouille le contexte concret des mouvements et des dynamiques locales qui les traversent. Si la radicalisation reste une conséquence positive de l'urgence, la réalité des mouvements sociaux continue à être bien trop fracturée et dans l'incapacité d'interpeller de larges couches de la société.

On peut ainsi observer des propositions utiles pour la réorganisation et le renforcement des mouvements, mais sans proposition claire pour résoudre la question du pouvoir. Par la suite, nous tenterons d'esquisser notre réponse à la crise écosociale. Nous signalerons quelques lacunes de la pensée écosocialiste et développerons nos réflexions sur le pouvoir et sur l'urgence face à la crise écosociale.

Fertiliser la pensée écosocialiste

Les débats sur la crise écologique dans la pensée marxiste débutent durant la seconde moitié du 20^e siècle. Plus d'un demi-siècle de pensée écosocialiste a

laissé un héritage précieux et a joué un rôle important autant dans les organisations marxistes que dans le mouvement écologiste. Mais reconnaître cet héritage ne nous empêche pas pour autant de reconnaître et de signaler certaines limites que ces réflexions ont pu avoir.

Dans la majorité des cas, la pensée écosocialiste s'est concentrée uniquement sur la partie écologique du débat. Certaines questions centrales du marxisme n'ont pas été abordées selon ce prisme : sur l'État, la crise et l'organisation ou la transition, de sorte que les apports de cette pensée doivent être complétés par d'autres écoles de pensée marxiste. Malheureusement, un tel puzzle ne génère pas un résultat satisfaisant et cohérent. C'est précisément à cet endroit que la pensée écosocialiste doit se fertiliser. La même question apparaît dans la question des temps politiques. Il existe un riche héritage de débats sur les temps politiques, l'organisation et la stratégie dans le marxisme. Mais une relecture écosocialiste de ce dernier est toujours devant nous.

La réflexion sur les temps politiques et l'organisation du marxisme remonte aux débats à l'intérieur de la II^e Internationale et du parti social-démocrate allemand (SPD). Eduard Bernstein défendait le parlementarisme comme une longue marche vers la conquête progressive du pouvoir. Pour Karl Kautsky, la révolution se résumait à la modification du rapport de forces au sein de l'État et à la croissance des masses ouvrières. C'est ainsi qu'il misait sur une accumulation passive des forces, afin « d'avancer patiemment sur les chemins du pouvoir jusqu'à ce que le pouvoir tombe comme un fruit mûr ». Ces conceptions plaçaient le parti dans un rôle de pédagogue qui cultive et organise la classe laborieuse.

C'est ce que Walter Benjamin accusa de résignation historique (12). La social-démocratie allemande prenait le parti d'un temps *homogène et vide*, un temps de progrès mécanique sans crises ni ruptures. Une temporalité sans événements. Pour Benjamin, ce parti pris avait endormi la vigilance révolutionnaire face aux menaces. Dans sa conception, le temps stratégique de la politique n'est ni linéaire ni vide : c'est un temps discontinu,

décousu et fracturé, rempli de nœuds et de faits imprégnés de sens.

La plus significative des ruptures fut celle formulée par Lénine au travers de deux apports fondamentaux : sa notion de crise révolutionnaire et sa conception du parti. Pour le révolutionnaire russe, le parti n'est pas un pédagogue qui emmagasine des forces patiemment mais un opérateur stratégique qui réagit avec agilité à la conjoncture. La révolution doit se préparer en construisant une organisation capable d'agir dans des circonstances extrêmes, sans être paralysée au moindre défi. C'est en cela que le parti doit toujours être prêt à l'imprévu et préparer tous les fronts. Comme le décrit Daniel Bensaïd, la politique de Lénine est une politique de l'impatience (13). La politique du temps brisé de la stratégie léniniste est un temps rythmé par la lutte et interrompu par la crise. Dans ce temps brisé, le parti agit comme boîte de vitesses de la révolution.

Ces débats offrent-ils une réponse satisfaisante au problème de l'urgence de la crise écologique ? Il serait malhonnête de répondre de façon affirmative. Même si c'est séduisant, on ne peut pas les appliquer mécaniquement au problème des temps politiques de la crise écologique.

Pouvoir, crise et transition

Nous tenterons d'esquisser notre réponse via trois approches : celle du pouvoir, celle de la crise et celle de la transition.

En premier lieu, aborder la question de la prise du pouvoir nous semble fondamental dans un contexte où les mouvements écosociaux l'éluent constamment. Que ce soit sous l'influence du mouvement autonome, par crainte du réformisme, ou simplement par impuissance et incapacité à imaginer des scénarios de rupture, on ne conçoit pas de relation avec l'État qui ne repose pas soit sur une logique de pression et de revendications, soit, au contraire, sur une confrontation qui ne vise pas à transformer le pouvoir, mais simplement à l'affaiblir.

Nous avons besoin d'évoquer la question de comment transformer l'État au regard de l'urgence. Car l'idée selon laquelle nous n'avons pas le temps de mener de

12) « Paris, capitale du XIX^e siècle », Walter Benjamin, 1939.

13) Daniel Bensaïd (2013), « La politique comme art stratégique ».



Daniel Bensaïd au meeting de la LCR à la Mutualité le 30 mai 2008 à l'occasion du 40^e anniversaire de Mai 68 © Photothèque Rouge / JMB.



“Le parti n'est pas un pédagogue qui emmagasine des forces patiemment mais un opérateur stratégique qui réagit avec agilité à la conjoncture. Il doit toujours être prêt à l'imprévu et préparer tous les fronts.”

grandes transformations et qu'il vaut donc mieux s'adapter et trouver un compromis nous conduit dans une impasse où le capitalisme continue de fonctionner comme si de rien n'était. Éluder ce défi et se concentrer exclusivement sur la construction d'espaces autonomes suppose également d'abandonner les outils d'intervention dans l'économie qui sont nécessaires et urgents.

Ceci étant dit, que signifie prendre le pouvoir pour un projet écosocialiste dans une démocratie libérale occidentale ? La conception de crise révolutionnaire de Lénine se basait sur la dualité du pouvoir et sur une campagne politico-militaire de renversement de l'appareil de domination étatique. Ce modèle est difficilement applicable dans les pays où existe une société civile robuste et établie dans les profondeurs de la société, où l'État exerce une forte hégémonie et jouit d'une forte légitimité.

Dans ces territoires, les débats de l'Internationale Communiste formulèrent d'autres

sitoire (14). L'on y observait comment la radicalisation sociale de la classe laborieuse se traduisait d'abord par l'aspiration réformiste à un gouvernement démocratique qui répondit aux revendications défendues. Dans ces conditions, l'accès au gouvernement par le biais des urnes par des forces socialistes peut remplir un rôle provisoire et transitoire. Cependant, ce gouvernement devra affronter le sabotage économique des capitalistes, à un sentiment d'impuissance et un découragement croissant, ainsi qu'à une dynamique croissante des conflits de classes. D'où l'approche transitoire : ce gouvernement peut jouer un rôle de pont, mais se doit de dépasser la politique réformiste et renforcer la radicalisation.

Gouvernement ouvrier, contre-pouvoirs et programme de transition

De plus, dans un contexte de crise écosociale, le succès de cette stratégie

modèles : le gouvernement ouvrier et l'approche transitoire

dépendra particulièrement de la capacité à construire des institutions de contre-pouvoir. Ces institutions sont fondamentales pour renforcer les classes populaires dans un contexte d'appauvrissement et de recrudescence des violences. Mais elles auront aussi à créer une autonomie et à désarmer les chantages du capital, en plus de construire des expériences de construction du pouvoir qui ne passent pas par la délégation – caractéristiques des démocraties libérales –, et à faciliter la radicalisation et le débordement des cadres.

L'instauration d'un gouvernement transitoire avec de fortes structures de contre-pouvoir est une hypothèse qui se transpose facilement en période de crise écologique. Il n'est pas nécessaire de croire en l'abolition du capitalisme à l'échelle mondiale durant la prochaine décennie pour adopter une stratégie révolutionnaire : des revendications transitoires qui font progresser significativement la transition écologique peuvent parfaitement être développées par un gouvernement ouvrier – on entend la « classe ouvrière » au sens large – qui arrive électoralement au pouvoir dans un moment de radicalisation sociale. La nationalisation des entreprises

14) Martín Mosquera (2023). “Lecciones desde lejos: frente único y gobierno obrero en la Internacional Comunista” (Leçons de loin : front unique et gouvernement ouvrier au sein de l'Internationale communiste), *viento sur* n°186.

de l'énergie, une réforme agraire agroécologique, l'extension massive des transports en commun, une réduction drastique du temps de travail, la régularisation des personnes exilé-es, l'expropriation des logements appartenant à des entreprises et à des fonds d'investissements ou la fin de la privatisation de la santé. Ces interventions vont rencontrer limites et sabotages, et le renforcement de la stratégie de rupture sera la seule réponse possible. D'un point de vue pragmatique, s'il y a bien une chose que nous apprend le 20^e siècle, c'est qu'un programme réformiste significatif n'a été efficace que lorsque la révolution était une menace crédible.

Des réponses socialistes aux crises

En second lieu, quels sont les effets de la crise et des mobilisations sociales ? Dans le temps brisé de la crise écosociale, il s'agit d'éléments centraux, apparaissant de façons variées. Sur le plan économique, nous savons que pendant la prochaine décennie, nous ferons face à une nouvelle crise économique. L'accumulation capitaliste est en mauvaise santé et, depuis les années 70, le Nord Global connaît une crise tous les dix ans. Bien loin des analyses gauchistes, elles ne représentent pas une étincelle favorable aux explosions révolutionnaires. En période de crise, les capitalistes rétablissent leurs taux de profit et renforcent leur domination sur la classe laborieuse. Les crises ne sont pas le symptôme d'épuisement catastrophique, elles revitalisent l'accumulation capitaliste.

Ståle Holgersen défend l'idée que l'écosocialisme ne peut ni échapper, ni ignorer les crises (15). Afin d'éviter de reproduire sans fin les mêmes recettes keynésiennes restaurant la compétitivité et la rentabilité du capital, nous devons préparer des stratégies et des programmes socialistes contre la crise. Nous avons besoin de plans d'action concrets pour la gestion immédiate de la crise, afin de minimiser les dégâts sociaux et d'appliquer une politique de classe aux moments du choc. Il s'agit essentiellement de se préparer à l'accélération de la lutte des classes, au moment où, inévi-

tablement, elle entre en conflit avec le profit et la propriété privée. Les structures de contre-pouvoir des classes populaires joueront alors un rôle-clé, tout comme la capacité à articuler des stratégies qui parviennent à transformer l'état d'esprit généré par la nouvelle situation en changements réels.

Crises sociales et crise de direction

D'un autre côté, il y a les mobilisations sociales. Elles se développent indépendamment de la crise économique. La dynamique du siècle dernier positionnait en général le conflit comme précédant la crise. Joshua Clover défend que la forme à travers laquelle s'exprime la lutte des classes dans notre période est l'agitation (16), qu'il définit comme une forme d'action collective qui lutte pour « figer les prix » des biens du marché, et mobilise toujours plus de personnes exclues du marché du travail salarié. Il observe les luttes de masse pour le prix du carburant et des transports en France, au Brésil, au Mexique ou en Haïti. En examinant un phénomène similaire, Vincent Bevins réalise le bilan amer des mobilisations massives de la décennie 2010-2020 (17). Des mouvements en Tunisie, en Égypte, en Turquie, au Brésil, en Corée du Sud et au Chili, il conclut que ces actions ont permis de créer des vides politiques, mais qu'elles ont été incapables de profiter des situations révolutionnaires. Alors que les mobilisations de masse, sans direction, n'avaient pas la capacité de prendre le pouvoir, les élites économiques organisées ont su profiter de la vacance du pouvoir pour renforcer leur position.

Les crises, les émeutes et les manifestations de masse sont trois phénomènes qui se produiront dans les années à venir. Ce sont des événements qui fractureront le temps politique. L'urgence écologique est directement liée à notre capacité à intervenir à ces moments-là. Si nos organisations se retrouvent bloquées ou marginalisées, nous aurons perdu une décennie que nous ne pouvions pas nous permettre de perdre. De plus, il est possible que ces événements prennent une tournure

contre-révolutionnaire : Richard Seymour décrit, à travers le concept de « nationalisme du désastre », comment l'extrême droite exploite les catastrophes, réelles ou inventées, pour élargir et radicaliser sa base sociale (18), en orientant les aspirations et les émotions dans une direction réactionnaire, en proposant des fantasmes violents comme exutoire à la frustration sociale. Se préparer à intervenir dans les crises et les soulèvements exige d'élargir notre base, de renforcer nos alliances, mais surtout d'être capable de lire la réalité sociale pour anticiper et construire des issues émancipatrices aux frustrations.

Quelles actions concrètes ?

Enfin, quelles sont les conquêtes nécessaires à une transition écosocialiste, à partir de la situation actuelle ? D'un côté, les Soulèvements de la Terre ont popularisé le concept de désarmement comme stratégie défensive pour désarticuler et freiner les infrastructures qui nous dirigent vers l'effondrement (19). Cette stratégie gagnante a su marquer le débat public et freiner certains méga-projets – même s'il faudrait aborder certains débats tactiques sur les formes, le type d'infrastructures à attaquer et les conséquences sur la classe laborieuse pour pouvoir étendre cette stratégie. D'un autre côté, Kai Heron, Keir Milburn et Bertie Russel défendent la construction d'outils de propriété publico-communautaire dans des secteurs clés de la reproduction (20) comme le soin, le logement, l'énergie ou l'alimentation. Cela donne naissance à un cadre institutionnel qui s'appuie sur l'engagement populaire pour répondre

15) Ståle Holgersen (2025). *Against the Crisis: Economy and Ecology in a Burning World* (Face à la crise : économie et écologie dans un monde en feu), Verso.

16) Joshua Clover (2025), *Disturbio. Huelga. Disturbio. La nueva era de los levantamientos* (Émeute. Grève. Émeute. La nouvelle ère des soulèvements).

17) Vincent Bevins, *Si ardemos. La década de las protestas masivas y la revolución que no fue* (Si nous brûlons. La décennie des manifestations de masse et de la révolution qui n'a pas eu lieu.), Capitán Swing, 2025.

18) Richard Seymour, *Disaster Nationalism: The Downfall of Liberal Civilization*, Verso (2024).

19) Stathis Kouvelakis, « Les Soulèvements de la Terre : composition et stratégie de l'action de masse », *Contretemps.eu* (2023).

20) Kai Heron, Keir Milburn et Bertie Russell, *Radical Abundance. How to Win a Green Democratic Future*, Pluto (2025).



aux besoins sociaux et limiter la domination du capital. Ces outils ne sont pas le résultat d'une révolution écosocialiste, mais une approche pour construire un pouvoir populaire et avancer dans la transition écologique. Un projet concret et réalisable dans lequel peuvent converger des forces organisées.

Les conquêtes écosocialistes doivent combiner ce double mouvement destituant-constituant opérant sur les nouvelles formes d'organisation de l'économie et de la société. Améliorer les façons de les combiner pour favoriser leur alimentation réciproque et non leur opposition.

Dans ce cas, nous voyons comment un projet organisationnel écosocialiste peut répondre à l'urgence de la crise écosociale. La consolidation et l'expansion d'institutions de contre-pouvoir, capables d'imposer des revendications transitoires au niveau national, peuvent se comprendre comme la conquête d'outils qui répondent en même temps aux besoins sociaux et à la nécessité d'affaiblir la domination du capital. L'articulation dialectique des processus de luttes sociales et de victoire électorale peut apporter une réponse à l'urgence écosociale. La transformation urgente et l'objectif de faire gagner en puissance les outils populaires ne sont pas des projets en l'air, ils doivent faire concrètement partie de la stratégie de mobilisation des forces révolutionnaires.

Écosocialisme et barbarie

Les débats sur le pouvoir, la crise et la transition apportent quelques réponses au problème de l'urgence. Les organisations révolutionnaires écosocialistes doivent réagir avec souplesse à la conjoncture, elles doivent avancer des revendications transitoires, élaborer un programme pour affronter les crises, intervenir dans les mouvements sociaux et construire des outils de transition qui satisfassent les besoins sociaux. Elles doivent également utiliser le gouver-

nement ouvrier comme pont entre les aspirations populaires et l'horizon de la rupture. Tout ceci est lié à la période de crise écologique.

Nous partons d'une conviction : il n'y a pas de raccourcis, mais chaque victoire partielle que nous arrachons possède son importance. Il n'y a de raccourcis ni dans les moyens, ni dans la fin – la prise du pouvoir politique par la classe laborieuse. Mais nous devons cependant

entre-temps mener à bien des transformations gigantesques. Il est improbable qu'un programme écosocialiste soit achevé avant les délais fixés pour une réduction drastique du CO₂. Il est probable également qu'un programme réformiste pragmatique

“Les crises, les émeutes et les manifestations de masse sont trois phénomènes qui se produiront dans les années à venir. Ce sont des événements qui fractureront le temps politique.”

n'y arrive pas plus car, entre autres, nous sommes déjà en train de dépasser des points de non-retour dangereux.

C'est pourquoi l'expression éculée d'« écosocialisme ou barbarie » se doit d'évoluer en « écosocialisme dans la barbarie ». Ou plutôt, comment construire l'écosocialisme *au travers* de la barbarie. Nous ne sommes pas face à un scénario du tout ou rien. Nous sommes face à un scénario volatile, toujours plus catastrophique et dans lequel il n'y a pas de futur certain. Nous devons éviter les pires dénouements et c'est pour cela que nous devons renforcer notre

pouvoir. Nous savons que la lutte des classes va s'intensifier et que l'organisation populaire sera l'unique possibilité pour obtenir une victoire et éviter les retours en arrière.

C'est essentiel. Comme nous le disions, l'extrême droite est en train de gagner la bataille du leadership de la frustration vers une radicalisation réactionnaire. Ne pas l'inclure dans notre analyse serait une terrible erreur. La propagation sociale des positions réactionnaires et racistes annule toute avancée partielle de la transition écologique. La réponse populaire à la Dana (dépression isolée en haute altitude) au País Valencià(21) en offre un exemple. Les personnes impliquées le savent parfaitement : ce qui a déterminé la capacité à répondre à cette situation, c'est l'existence de structures populaires antérieures. En leur absence, la conjonction des catastrophes climatiques et d'une extrême droite forte détruira les liens de solidarité dans les communautés et le mal-être se radicalisera dans le pire des sens.

Tout comme les crises et les explosions sociales, nous pouvons être certains que ce type de catastrophes et d'attaques de l'extrême droite se produiront dans un avenir proche. Voilà pourquoi une organisation écosocialiste qui prend au sérieux l'urgence de la situation doit se préparer à répondre. Une défaite nous ferait perdre des années que nous ne pouvons pas nous permettre de perdre. ■

Février 2026



Manifestation à Valladolid contre la gestion des récents incendies à León, Zamora, Palencia et Salamanca © Miriam Chacón (Ical)

21) « Espagne. La tempête parfaite », Manuel Garí Ramos, 18 décembre 2024.

L'auto-émancipation des travailleur-ses et des opprimé-es : leçons des révolutions allemande et espagnole

Uraz Aydın défend, dans le cadre d'un débat suscité au sein des gauches turques et kurdes, l'importance de l'auto-émancipation dans la conception démocratique du socialisme, tout en réaffirmant la centralité stratégique de la destruction de l'appareil d'État bourgeois et de la remise en cause des rapports de propriété, à partir de deux des principales expériences du mouvement ouvrier international du siècle dernier.

Par
Uraz Aydın

Le débat a été ouvert par plusieurs textes d'Abdullah Öcalan, notamment sa longue lettre envoyée au congrès de dissolution du PKK, tenu les 5 et 6 mai 2025. Dans ce texte intitulé « Perspective », Öcalan reprend, dans ses grandes lignes, son interprétation de l'histoire, en soulignant l'importance de substituer le « dualisme commune-État » au rôle central de la lutte des classes dans le cadre du matérialisme historique. Selon lui, la théorie du conflit fondée sur la division en classes constituerait la principale cause de l'effondrement du « socialisme réel ». Le leader historique du PKK y annonce ainsi son objectif de « fonder le socialisme contemporain non pas sur un communisme basé sur la dictature de classe, mais sur un ensemble conceptuel qui organise les relations entre l'État et la communalité ». Cela passerait par l'abandon du langage centré sur l'État-nation et par la mise en avant de concepts éthiques et politiques articulés autour de l'idée de commune et de « nation démocratique ». Ainsi, la construction de la « société démocratique » ne pourrait se faire qu'à travers un dialogue avec l'État, dans le cadre d'un « compromis démocratique ».

Nous connaissons tous ce jeu où l'on nous demande quels seraient les trois

livres que l'on emporterait si l'on échouait sur une île déserte, ou quelles seraient les deux personnes que l'on choisirait pour nous y accompagner. Si l'on pose la même question concernant le marxisme, si l'on considère ses thèses et que l'on nous demande laquelle il faudrait sauver à tout prix, laquelle préserver du marxisme ou du corpus marxiste, pour ma part ce serait l'énoncé placé tout au début des statuts de la Première Internationale : « l'émancipation de la classe ouvrière sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes ». Je considère que cette proposition constitue la rupture la plus fondamentale, le tournant le plus décisif entre la conception du socialisme portée par le marxisme et toutes les pensées révolutionnaires qui l'ont précédée. Car lorsque l'on examine la philosophie politique révolutionnaire bourgeoise, mais aussi les autres courants socialistes ultérieurs, on y trouve toujours une sorte de mythe du sauveur suprême. Autrement dit, de Machiavel à Rousseau, de Voltaire à Hegel, il est question soit d'un prince, soit d'un empereur ou encore d'un législateur. Hegel, par exemple, qualifie Napoléon d'« âme du monde assis sur un cheval ». Il s'agit toujours d'une libération venant d'en haut.

Cela vaut également pour les courants socialistes. Dans le socialisme utopique, on trouve des modèles de société élaborés grâce à une imagina-



Uraz Aydın

Uraz Aydın fait partie des centaines « d'universitaires pour la paix » limogées pour avoir signé en 2016 une pétition contre les actes de violence de l'État envers le peuple kurde. Il travaille par conséquent comme traducteur et journaliste freelance. Il est membre du Parti ouvrier de Turquie (TIP) et du Bureau exécutif de la Quatrième Internationale. Ce texte est la retranscription d'une intervention faite lors de la conférence « Le socialisme, à nouveau », organisée les 8 et 9 novembre 2025 à Istanbul par le Congrès démocratique des peuples (HDK), lié au mouvement politique kurde, dans laquelle notre camarade a été invité à présenter son point de vue, tout en exprimant sa solidarité avec le mouvement kurde et son ambition de mettre fin à la guerre par des négociations démocratiques.



tion créatrice extrêmement active, mais il n'y a pas de sujet capable de les réaliser. De fait, il n'y a pas non plus de stratégie pour la conquête du pouvoir politique. Fourier, Owen, Saint-Simon écrivent aux empereurs, aux tsars, aux rois, car ils ont besoin d'une force, d'un sujet qui puisse mettre en œuvre leurs projets par le haut. Le sujet est toujours conçu comme venant d'en haut. Un autre courant important – que l'on peut observer chez Babeuf, Buonarroti, Blanqui, et dans toute une série de sociétés révolutionnaires, d'organisations révolutionnaires clandestines – repose le plus souvent sur la perspective de la prise du pouvoir par une minorité révolutionnaire très bien préparée, déterminée, agissant au nom du prolétariat et s'y substituant. Il s'agit en réalité d'une forme de putschisme révolutionnaire. Les intentions sont sincères, mais la révolution n'est pas envisagée comme un processus dans lequel les masses entrent en action.

Le « génie » de la praxis

Chez Marx, en revanche, on observe précisément cette rupture. La question essentielle est que l'émancipation de la classe ouvrière soit l'œuvre d'elle-même, le produit de sa propre activité. Mon ami Doğan Çetinkaya (1), dans son intervention, l'a longuement expliqué : Marx met en évidence la dynamique par laquelle les masses, par leur propre volonté, se libèrent des conditions existantes. Bien sûr, cela ne tient pas simplement à son génie – le génie lui-même, comme Marx l'affirmait à propos de la créativité du peintre de la Renaissance Raphaël, est en dernière instance le produit de conditions sociales – mais parce qu'il est confronté à un mouvement ouvrier en plein développement, aux luttes des

tisserands en Silésie, des canuts à Lyon, aux insurrections de 1830-1832, 1848, parce qu'il observe tout cela et se trouve face à une classe ouvrière qui s'engage de plus en plus dans la lutte et se forge au sein des combats de masse, il peut développer cette perspective d'auto-émancipation. Celle-ci se nourrit donc aussi de l'expérience pratique. Ici, outre la philosophie allemande, la pensée sociale française et l'économie politique anglaise, l'influence décisive – comme l'a souligné notamment Michael Löwy – des relations étroites, du travail commun et des contacts directs avec les associations et groupes ouvriers durant le séjour parisien de Marx est particulièrement importante. Il s'agit là d'une rupture politique, stratégique et méthodologique d'une portée considérable.

Bien entendu, il faut aussi mettre cela en regard de la conception de la praxis. Comment les masses peuvent-elles se libérer de la domination de la bourgeoisie ? Puisque, dans une société donnée, les idées dominantes sont les idées de la classe dominante, comment cette hégémonie idéologique peut-elle être brisée ? On peut trouver l'indice le plus fondamental pour répondre à cette question dans la troisième thèse sur Feuerbach. Marx y affirme qu'il

existe des processus dans lesquels la transformation de la conscience des êtres humains correspond à la transformation des conditions sociales. Cela se manifeste précisément dans la praxis

“ *La transformation de la conscience des êtres humains correspond à la transformation des conditions sociales. Cela se manifeste précisément dans la praxis révolutionnaire, c'est-à-dire dans la lutte révolutionnaire.* ”

révolutionnaire, c'est-à-dire dans la lutte révolutionnaire. À mesure que les masses relèvent la tête, qu'elles s'engagent dans la lutte pour leurs propres droits, la conscience se transforme. Et à mesure que la conscience se transforme, des masses conscientes transforment à leur tour les conditions. Cela dépasse l'opposition entre « est-ce le

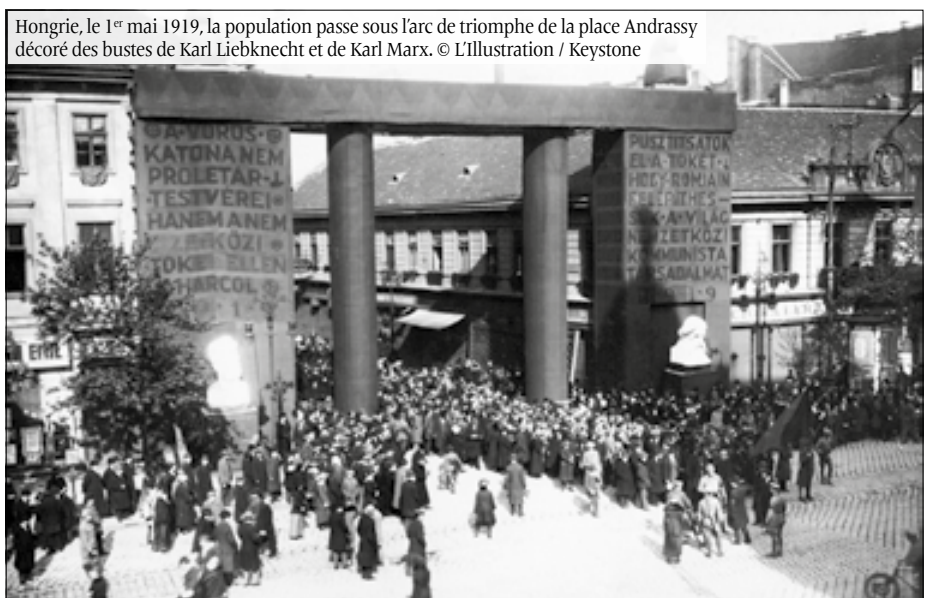
changement des conditions qui transforme la conscience ? » ou « est-ce la conscience elle-même qui change les conditions sociales ? ». En réalité, il y a ici un débat à la fois avec un idéalisme abstrait et avec une forme de matérialisme vulgaire. Marx les critique tous deux, intègre certains aspects de ces positions et, à un niveau supérieur – au sens hégélien de l'*Aufhebung* (2) –, les dépasse par un saut dialectique pour élaborer sa conception de la praxis.

Les conseils, une forme universelle

Si l'on prend ce point de rupture fondamental comme point de départ, de

1) Doğan Çetinkaya enseigne à la Faculté des sciences politiques de l'Université d'Istanbul. Il est l'auteur d'ouvrages consacrés à l'histoire politique et sociale de la Turquie, au nationalisme turc, à la pensée de gauche en Turquie, aux mouvements sociaux, à l'histoire du football turc et au mouvement ouvrier.

2) *Aufhebung* est un substantif allemand correspondant à un concept central de la philosophie de Hegel, puis de Marx, dont les implications variées et contradictoires se laissent difficilement traduire en français. Le mot caractérise le processus de « dépassement » d'une contradiction dialectique où les éléments opposés sont à la fois affirmés et éliminés et ainsi maintenus dans une synthèse conciliatrice.

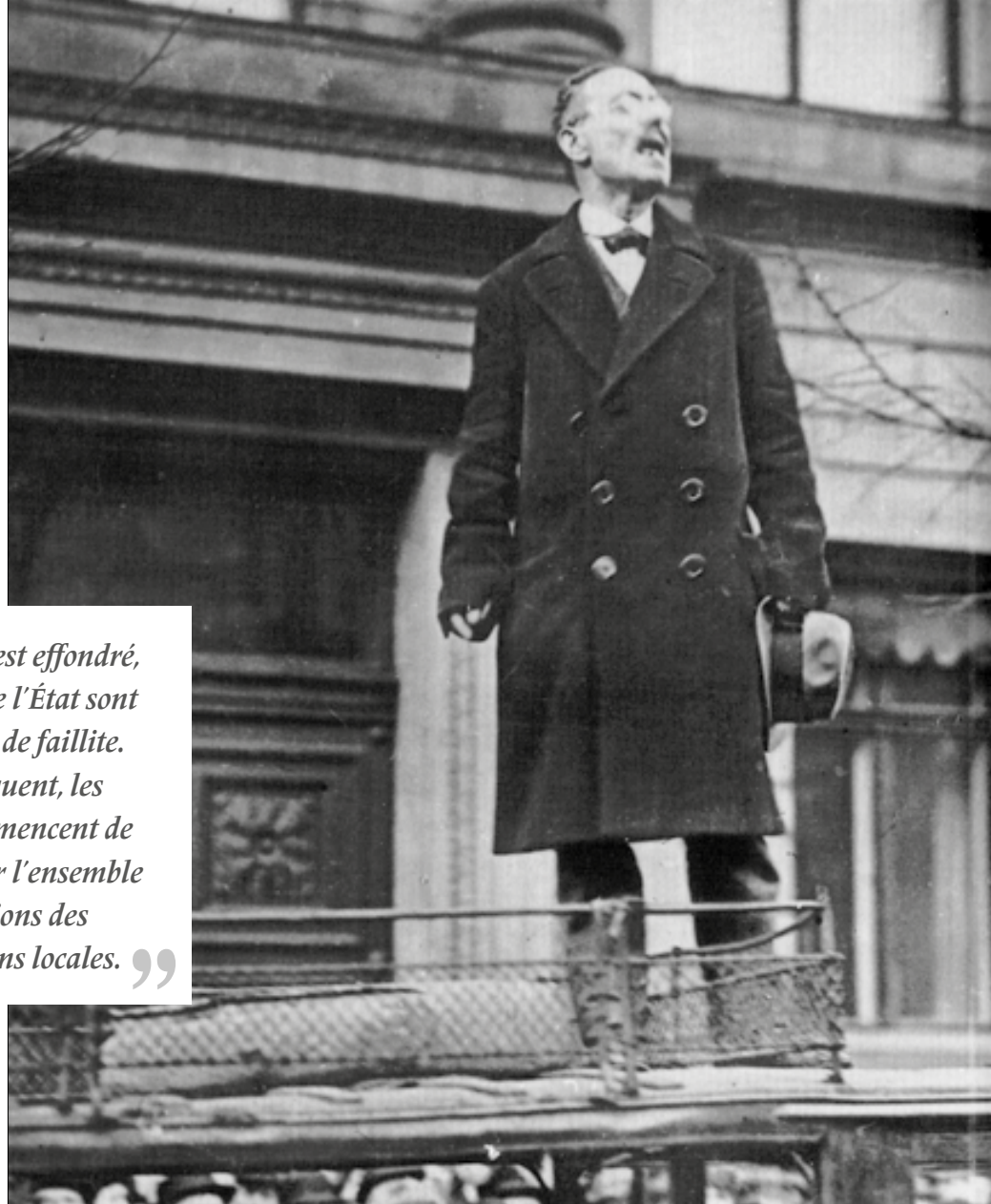


Hongrie, le 1^{er} mai 1919, la population passe sous l'arc de triomphe de la place Andrássy décoré des bustes de Karl Liebknecht et de Karl Marx. © L'illustration / Keystone

nombreux points peuvent en découler, en particulier du point de vue stratégique. Comment, dès lors, ces pratiques d'auto-émancipation des masses se réalisent-elles ? Historiquement, elles ont toujours pris la forme d'organisations en conseils, en soviets, en comités. Personne ne dit aux masses « faites-le ainsi ». C'est en partie instinctif, en partie déterminé par les conditions concrètes : dans les moments où éclate une colère sociale et où les travailleur-ses, ceux et celles d'en bas, les opprimé-es commencent à s'organiser ; les autres organes, les autres appareils – à savoir les partis et les syndicats – se révèlent insuffisants. Les partis sont déjà étroits et fortement polarisés ; il y en a beaucoup – on peut parler d'une multiplicité de partis. Les syndicats, quant à eux, ne sont pas suffisamment larges. Les conseils apparaissent donc comme un modèle à la fois souple, capable de s'adapter à différentes conditions, et suffisamment ouvert pour que chacun puisse, d'une manière ou d'une autre, y participer, prendre la parole et s'y impliquer.

“ *L'Empire s'est effondré, les organes de l'État sont en situation de faillite. Par conséquent, les conseils commencent de fait à assumer l'ensemble des fonctions des administrations locales.* ”

La révolution de 1905 en est sans doute le premier exemple fondamental. Mais par la suite, on observe ce phénomène dans de nombreux autres contextes : bien sûr en Octobre 1917, puis dans la révolution allemande, dans la révolution hongroise, dans le mouvement des conseils en Italie. Ensuite en Espagne, en Bolivie, en Algérie, et par exemple encore en Hongrie en 1956 : partout où les travailleurs se soulèvent, ils mettent en place en premier lieu ce type d'organisations. Comme l'a souligné Ernest Mandel, une fois, deux fois, on peut parler de coïncidence ; à la troisième occurrence, cela devient déjà étrange ; mais lorsque, au fil de l'histoire, cela se répète dans dix ou quinze cas, lorsque les travailleurs se tournent vers ce type d'organisation en conseils dans les situations révolutionnaires, cela signifie que nous sommes face à un modèle d'organisation naturel et universel de la classe ouvrière. De plus, au sein d'un certain mécanisme de représentation démocratique, il devient



Karl Liebknecht, fondateur du KPD (Parti communiste allemand), prend la parole devant le ministère de l'Intérieur, pendant une manifestation de soldats en faveur de la démobilisation immédiate, le 4 janvier 1919.

possible de structurer et de coordonner ces conseils à différentes échelles – locales, régionales et nationales.

La révolution des conseils en Allemagne

Bien sûr, 1905 et Octobre 1917 sont des exemples extrêmement importants, mais je voudrais m'arrêter sur deux cas moins souvent évoqués. En matière de conseils, et en particulier de conseils ouvriers, l'exemple fondamental est en réalité la révolution allemande. Aujourd'hui, ce n'est pas seulement le 108^e anniversaire de la révolution russe, mais aussi le 107^e anniversaire de la révolution allemande : le 8 novembre 1918. Nous rendons hommage à celles et ceux qui ont fait cette révolution et qui sont tombé-es pour elle. Il s'agit évidemment d'une révolution immense. C'est, en fait, la révolution qu'Octobre attendait,

celle que les bolcheviks espéraient. Leur regard était toujours tourné vers ceci : il fallait qu'une révolution éclate aussi dans un pays industrialisé, doté d'une classe ouvrière puissante, pour ne pas rester isolés et enfermés.

Cette révolution s'étend en réalité de 1918 à 1923, c'est-à-dire jusqu'à la défaite du prolétariat allemand et des communistes allemands, jusqu'à l'extinction de la vague révolutionnaire. Mais ce sont surtout les premiers mois qui sont décisifs. Car dans la révolution allemande, la question centrale est la guerre : dans les révolutions, il y a toujours un facteur politique externe déterminant, le plus souvent une occupation, une tentative de coup d'État ou une guerre – et la pauvreté, la misère qu'elle engendre. Ici aussi, il s'agit d'une guerre terminée, mais qui ne parvient pas à se terminer réellement. Et la formation des conseils commence parmi les soldats, les



marins. Une fois débarqués à terre, ils fraternisent avec les ouvriers. En quelques jours de début novembre, cette forme d'organisation en conseils se diffuse dans toute l'Allemagne. Partout. Près de 10 000 conseils ouvriers et de soldats sont constitués. C'est quelque chose d'extraordinaire. Et dans les rues, la mémoire de 1848 est encore relativement vivante. Ainsi, d'un côté, il y a la grève générale; de l'autre, les drapeaux dans les rues, les manifestations; les ouvriers s'arment, attaquent les casernes, et l'armée se retire. Avec le retrait de l'armée, s'ouvre la possibilité immense d'un pouvoir exercé par en bas. L'Empire s'est effondré, les organes de l'État sont en situation de faillite. Par conséquent, ces conseils commencent de fait à assumer l'ensemble des fonctions des administrations locales.

Dans ce mouvement de quelques jours, le Parti social-démocrate (SPD) fait tout ce qui est en son pouvoir pour prendre le contrôle; il court littéralement derrière le mouvement, cherchant à le rattraper et à en prendre le commandement. Le SPD est un parti extrêmement puissant, en réalité une social-démocratie de droite; car il existe aussi une social-démocratie plus à gauche, les sociaux-démocrates indépendants (USPD). Rosa Luxemburg et les spartakistes se trouvent encore à l'intérieur de l'USPD à ce moment-là, mais Kautsky et Bernstein également. Et le SPD affirme: «la révolution est la révolution de nous tous, nous allons fonder une république, une république des travailleurs. Venez donc établir une représentation supérieure de tous ces conseils. Créons une sorte de gouvernement à notre manière». Ainsi, du point de vue formel, ils mettent en place un gouvernement indépendant de l'État bourgeois. Tout le monde vote, le SPD comme les sociaux-démocrates indépendants y participent. On lui donne un nom du type «Comité exécutif des conseils». Mais on ne touche en rien au personnel de l'appareil d'État bourgeois. L'appareil d'État reste exactement tel qu'il est. Seul son nom change.

La reprise en main étatiste

Les sociaux-démocrates s'infiltrèrent très rapidement à l'intérieur des conseils. Ils y placent leurs cadres. Ils consolident la force dont ils disposent déjà, en particulier dans les conseils de soldats. Un immense enthousiasme continue de régner, et le SPD laisse le processus suivre son cours pendant un temps. Ils font des promesses: «Nous allons tout nationaliser», affirment-ils. Les rues sont couvertes d'affiches, des décisions sont prises, mais rien ne se passe. En quelques mois, les travailleurs se rendent compte qu'en réalité rien n'a changé. L'appareil est resté tel quel. Même le commandement militaire demeure entre les mains des anciens hauts gradés. L'armée bourgeoise est reconstituée. Peu à peu, ces conseils sont transformés en conseils municipaux. Ils sont ainsi entièrement intégrés au système. Des élections à une Assemblée constituante ont lieu et l'État bourgeois est entièrement reconstruit – précisément par ceux qui affirmaient agir au nom des classes laborieuses et des conseils ouvriers.

Bien sûr, des forces s'y opposent. Il y a le réseau des Délégués révolutionnaires, composé de métallurgistes d'avant-garde – qui ont joué un rôle très important dans la révolution –, les spartakistes, ou encore l'aile gauche de l'USPD. Ceux-ci sont réprimés dans le sang. Comme on le sait, des dirigeants spartakistes tels que Rosa Luxemburg, Karl Liebknecht et Leo Jogiches sont assassinés. Ailleurs, certains conseils refusent de remettre les armes. Ils sont écrasés. Par la suite, les bouleversements se poursuivent, avec des phases de montée et de reflux du mouvement révolutionnaire. Mais, au final, toute la dynamique du mouvement des conseils s'éteint progressivement, sans que l'appareil bourgeois ne soit réellement touché, sans que les rapports de propriété soient

sérieusement remis en cause. Et cela se produit précisément sous l'action d'un parti ouvrier, d'un parti prétendant agir au nom des travailleurs. Je pense que c'est là une leçon majeure.

L'Espagne révolutionnaire et les comités

Notre autre exemple est l'Espagne. Lorsque l'on observe la révolution espagnole, on constate que la guerre civile et la révolution sont étroitement imbriquées. Depuis plusieurs années déjà, des soulèvements ouvriers révolutionnaires ont lieu. Sur cette base, un Front populaire – c'est-à-dire un gouvernement dominé par les partis de gauche – est constitué. En réaction, l'oligarchie, les grands propriétaires fonciers et l'Église lancent une tentative de coup d'État. Il s'agit notamment d'une insurrection militaire menée par Franco. Mais alors que celle-ci aurait dû revêtir un caractère contre-révolutionnaire – c'est-à-dire écraser le mouvement ouvrier et la gauche –, elle provoque au contraire une accélération révolutionnaire. Partout, face aux militaires, les ouvriers et les paysannes s'emparent des armes. Dans une grande partie du pays, l'appareil d'État s'est déjà largement effondré, et des comités s'y forment. Il existe déjà un mouvement de classe hautement politisé. Il faut souligner en particulier l'influence très forte des anarchistes en Espagne. Il

s'agit là d'un type d'organisation quelque peu différent: des comités façonnés politiquement par la participation active des classes populaires, structurés selon le poids régional d'organisations politiques de masse. Mais ces comités restent en permanence soumis au contrôle de la base. On y trouve des anarchistes, des sociaux-démocrates, le Parti communiste aligné sur l'URSS, et parfois des

républicains – en particulier en Catalogne. Des dizaines de milliers de comités se constituent partout. Ils prennent en charge l'ensemble des fonctions de l'État et des administrations locales. Les églises qui ne sont pas incendiées sont transformées en hôpitaux. Des écoles

“Les terres des grands propriétaires réactionnaires franquistes – de ceux qui ont fui – ainsi que les usines des industriels sont expropriées.”

“La République espagnole est soutenue militairement avant tout par l'Union soviétique, mais celle-ci ne souhaite pas non plus rompre ses relations avec la Grande-Bretagne et la France.”

remplacent les demeures seigneuriales. Tous les moyens de transport sont réquisitionnés. Tout en poursuivant la résistance au fascisme, ils s'emparent des terres dans une dynamique pleinement révolutionnaire.

Il s'agit d'un processus de collectivisation absolument immense. Dans un premier temps, les terres des grands propriétaires réactionnaires franquistes – de ceux qui ont fui – ainsi que les usines des industriels sont expropriées. Puis le mouvement s'étend progressivement et, à terme, presque toutes les entreprises sont collectivisées. On peut observer cela tout particulièrement en Catalogne et dans les régions où les anarchistes sont fortement implantés. À Barcelone, 80 % des entreprises sont collectivisées ; à l'échelle de la Catalogne dans son ensemble, ce chiffre atteint 40 %. Il s'agit d'une vague révolutionnaire d'une ampleur considérable. Mais celle-ci commence peu à peu à inquiéter différentes forces, car une alternative stratégique se pose : vaincra-t-on le fascisme en défendant la république bourgeoise, ou bien, si l'on choisit de faire confiance à la volonté des classes populaires pour défendre la république, faudra-t-il alors

soutenir cette vague révolutionnaire ? Et, bien sûr, les rapports de force internationaux entrent en jeu. La République espagnole est soutenue militairement avant tout par l'Union soviétique, mais celle-ci ne souhaite pas non plus rompre ses relations avec la Grande-Bretagne et la France. Nous sommes en 1936-1937. Dès lors, des exigences arrivent de l'Union soviétique : il ne faut pas toucher à la propriété privée.

Dans le cadre de la dynamique révolutionnaire, les milices fonctionnent selon des principes profondément égalitaires : après les heures de service, le salut militaire est interdit ; les écarts de salaire entre les grades sont abolis. Il s'agit là de pratiques égalitaires qui se diffusent largement dans l'ensemble de la société. Mais, peu à peu, tout cela est restreint.

On peut observer ce processus très clairement dans *Hommage à la Catalogne* de George Orwell, et Ken Loach le restitue avec une grande force dans son

Distribution de vivres devant le local du comité de l'alimentation de la CNT-FAI (Fédération anarchiste ibérique), 1936. © Kati Horna



film *Land and Freedom*. En Turquie, ce film a été traduit par *Ülke ve Özgürlük* (« Pays et liberté »), ce qui résume en soi toute la controverse stratégique. Car la question centrale n'est pas le pays, mais la terre : plus précisément, sauver le « pays » en expropriant les propriétaires fonciers, c'est-à-dire en s'attaquant à la

propriété. En Turquie, une simple erreur de traduction en vient ainsi à exprimer l'ensemble des tensions dans lesquelles la guerre civile et la révolution espagnoles se sont retrouvées enfermées.

Les milices sont progressivement intégrées à l'appareil d'État. Une aile plus radicale, comme le POUM – une gauche antistalinienne indépendante de l'URSS – est déclarée illégale. Ses dirigeant·es et militant·es, au premier rang desquels Andreu Nin, sont assassiné·es. Les collectivisations, les fermes collectivisées, sont intégrées dans un cadre de légalité étatique. La dynamique fondamentale est peu à peu neutralisée, absorbée. On en voit d'autres manifestations encore, comme la décision de verser des indemnités à ceux dont les terres ont été expropriées. Une certaine « sacralité » de la propriété privée se trouve ainsi progressivement rétablie. Une fois la vague révolutionnaire écrasée à la fois par le sang

et par des manœuvres bureaucratiques, les forces fascistes deviennent de plus en plus dominantes. L'intervention internationale s'intensifie, et deux ans plus tard, Franco s'impose sur l'ensemble de l'Espagne républicaine et instaure une dictature fasciste.

Je considère que ces deux expériences comptent parmi les exemples stratégiquement les plus importants de l'histoire du mouvement ouvrier du 20^e siècle, et qu'il s'agissait de luttes capables de transformer en profondeur les rapports de force de leur époque. C'est précisément pour cette raison que leurs défaites ont été d'autant plus tragiques. Bien sûr, d'autres exemples pourraient être discutés, mais ces cas montrent de manière particulièrement nette que, si l'appareil d'État bourgeois n'est pas démantelé et si les rapports de propriété ne sont pas remis en cause, la dynamique révolutionnaire portée par le mouvement des conseils est brisée ; que les possibilités d'auto-émancipation et d'autogestion venues d'en bas – celles des classes laborieuses, des ouvriers et des paysans – se trouvent considérablement réduites ; et que l'on aboutit finalement à la défaite. Il nous faut revenir sans cesse sur ces expériences historiques de soulèvements révolutionnaires, de résistances et de conseils, les étudier en profondeur, afin d'être mieux armé·es pour les combats à venir. ■

Le 14 avril 2026



Lors de la Conférence antifasciste, nous avons pu rencontrer de nombreux·ses camarades. Nous vous proposons ici deux interviews, ainsi que les liens vers les interventions et articles de bilans de camarades.

Le PSOL et la lutte antifasciste

La conférence antifasciste est l'occasion d'aborder le rôle du PSOL dans la lutte contre l'extrême droite au Brésil et dans la construction des luttes sociales et d'une alternative.

Entretien avec
Mariana Riscali

Quel est le contexte politique brésilien depuis le mouvement contre Bolsonaro ?

Les manifestations ont été très importantes, Bolsonaro a été condamné, il est en prison, mais nous restons dans une situation politique d'extrême polarisation. Comme ailleurs dans le monde – où Trump avance son agenda en s'appuyant sur un courant d'extrême droite mondial –, au Brésil l'extrême droite reste forte et polarise le débat. D'un côté, le gouvernement Lula représente un rempart contre l'avancée de l'extrême droite, mais de l'autre, il rencontre de nombreuses difficultés car il n'a pas mené suffisamment de politiques favorables à la classe ouvrière, ce qui génère également du mécontentement. La situation politique est donc très délicate, et il en découle la nécessité pour nous de faire l'unité contre l'extrême droite.

Comment perçois-tu le rôle de la classe ouvrière dans cette situation ?

Malgré une faiblesse significative du mouvement ouvrier organisé traditionnel, la classe ouvrière continue à se mobiliser autour de ses revendications spécifiques, comme la réduction du temps de travail. C'est un élément qui a concrètement contribué à dynamiser le mouvement ouvrier. La revendication de la réduction du temps de travail vise à mettre fin à la semaine de six jours contre un jour de repos. D'autres secteurs ont été à l'avant-garde des

mobilisations ces derniers temps, comme le mouvement indigène, qui a incarné une lutte fondamentale, contre la privatisation des fleuves de l'Amazonie.

Il s'agit d'un thème écologiste qui touche un secteur très influent au Brésil, à savoir celui de l'agro-business. Mener une lutte concrète comme celle-ci conduit à discuter également

du modèle appliqué au pays par le secteur de l'agro-business par la bourgeoisie... Je pense donc que cela contribue à faire évoluer la conscience en général et à lutter contre l'extrême droite.

Comment la population internationale et les attaques impérialistes dans la région ? Fait-elle le lien avec la situation intérieure ?

L'offensive des États-Unis sur l'Amérique latine ravive la revendication de la souveraineté du pays. Cela ouvre également un espace pour que nous discutons du rôle que joue aujourd'hui l'impérialisme dans le monde, et de la montée de l'extrême droite. Cela aide aussi à mener un débat politique avec l'ensemble de la société qui, de manière générale, constate qu'il y a une avancée impérialiste des États-Unis sur l'ensemble de l'Amérique latine et du monde. Cela nous permet d'approfondir cette question et de mettre à l'ordre du jour des thèmes qui étaient autrefois très importants, comme la lutte contre l'ALCA (1). Ce sont des thèmes qui, il y a quelques décennies, mobilisaient beaucoup, et pour lesquels nous disposons désormais à nouveau d'un espace.

Aujourd'hui, les sondages montrent que 70 % de la population s'oppose à la guerre menée par les États-Unis contre l'Iran. La



Mariana Riscali

Mariana Riscali est membre de la direction nationale du PSOL, directrice exécutive de la Fondation Lauro Campos et Marielle Franco et membre de la direction nationale du MES.
Propos recueillis par Antoine Larrache.

défense de la Palestine contre le génocide israélien bénéficie également d'un soutien important, grâce notamment à l'impact significatif de la Global Sumud Flotilla – des militant·es brésilien·nes, notamment du MES ont participé à la dernière mission. Au Brésil, la question de l'impérialisme est également étroitement liée à la question environnementale, à la défense de l'Amazonie contre l'exploitation de nos forêts et d'autres ressources naturelles, comme le débat actuel sur les terres rares. Nous pouvons faire progresser une orientation anti-impérialiste dans ce contexte.

Peux-tu nous faire part des débats au sein du PSOL et de sa direction ?

Le PSOL a été fondé il y a plus de 20 ans, comme un parti né pour faire contrepoids au PT, à un moment où le celui-ci s'adaptait aux institutions, renonçait à son projet anticapitaliste et s'adaptait pour gouverner. Le PSOL est donc né pour relancer un programme de gauche et défendre les revendications de la classe ouvrière. Dans ce contexte, ces

Conférence internationale antifasciste

dernières années, de nombreux secteurs se sont joints à la construction du PSOL, notamment Guilherme Boulos – un dirigeant et militant de longue date du mouvement social, en particulier du mouvement des sans-logis. Ces derniers temps, il a entamé un rapprochement politique significatif avec le PT. Il est devenu ministre-secrétaire général du gouvernement, malgré la résolution votée par le PSOL indiquant que le parti ne participerait pas au gouvernement.

Selon notre analyse, il n'a pas joué un rôle positif vis-à-vis des luttes et des mouvements sociaux. Et ce sont Boulos et son groupe qui ont mené une politique cherchant à construire une fédération entre le PSOL et le PT. Cette fédération serait un instrument obligeant les partis fédérés à agir de concert pendant quatre ans lors des élections et au parlement. Ainsi, dans la pratique, le PSOL, le PT et les autres partis composant la fédération avec le PT fonctionneraient comme un seul parti sous la direction du PT, qui serait le plus grand parti de cette fédération. Cela signifierait donc une perte d'indépendance pour le PSOL et la perte du rôle qu'il joue aujourd'hui, à savoir celui d'adopter une position critique indépendante à la gauche du gouvernement.

Il a soumis cette question à la discussion et au vote au sein du parti, mais son groupe a perdu ce vote à une large majorité : 75 % du parti s'est opposé à cette fédération avec le PT.

Après cela, il a lancé une initiative visant à quitter le PSOL et à entraîner d'autres personnalités avec lui vers le PT. Il a fini par faire marche arrière, mais son groupe a affirmé qu'il avait toujours l'intention de quitter le parti et de rejoindre le PT après les élections. Je pense qu'un changement est en

cours au sein du parti actuellement, car il est devenu plus clair, pour les secteurs qui misaient sur Boulos comme figure dirigeante du parti, qu'il ne s'aligne pas sur les intérêts et la politique qui est – à mon avis – celle que le PSOL défend. Il s'est aligné sur des intérêts et une politique beaucoup plus proches de ceux du PT. Je pense donc

qu'une nouvelle étape va s'ouvrir pour réaffirmer l'importance de l'indépendance du PSOL, du rôle que le parti joue en tant qu'alternative de gauche.

Quel est le rôle de la conférence antifasciste pour construire une perspective unitaire et radicale ?

Je pense que cette conférence a joué un rôle très important, car nous avons aujourd'hui un besoin objectif de construire un front pour barrer la route à l'extrême droite et au fascisme. Nous allons traverser un processus électoral extrêmement polarisé, dans un contexte marqué par l'influence considérable de l'intelligence artificielle et des géants de la tech, et avec Trump qui soutient ouvertement la famille Bolsonaro. Nous avons besoin non seulement d'une alliance des partis sur la durée et dans

“ Je pense donc qu'une nouvelle étape va s'ouvrir pour réaffirmer l'importance de l'indépendance du PSOL. ”



Manifestation d'ouverte de la conférence antifasciste. © Fourth International

EN SAVOIR PLUS

De nombreux articles sont disponibles sur notre site concernant le bilan de la Conférence de Porto Alegre.

L'article de bilan collectif du bureau de la IVe Internationale : « La Conférence antifasciste et anti-impérialiste de Porto Alegre : grandes avancées, défis et opportunités ».



« Première Conférence antifasciste de Porto Alegre : une victoire politique » par Israel Dutra.



« Porto Alegre 2026 : une convergence antifasciste et anti-impérialiste entre succès inédit et obstacles majeurs » par Éric Toussaint.



Plusieurs articles critiques de Ivan Drury Zarin.



les élections, mais aussi d'une alliance par en bas, ancrée dans les mouvements sociaux.

Nous pensons que le PSOL est essentiel à ce processus : nous devons combiner la réélection de nos parlementaires combattives – par l'augmentation de nos sièges au Congrès et dans les assemblées d'État – avec l'action pour développer les luttes sociales.

Cette conférence a rempli son rôle en élargissant la résistance, tant au niveau national qu'international, grâce à l'unité des partis et des mouvements présents. Elle a réuni plus de 100 organisations organisatrices et 4 000 participant-es inscrit-es provenant de près de 40 pays sur tous les continents, et la Quatrième Internationale ainsi que le CADTM ont joué un rôle de premier plan et ont été essentiels à sa réalisation. La diversité dont cette conférence a fait preuve à cet égard nous fait sans aucun doute passer à un niveau supérieur dans la lutte contre l'extrême droite. ■

Le 28 mars 2026

1) Área de Libre Comercio de las Américas (Zone de libre échange des Amériques).



Afrique du Sud : la nécessité d'une nouvelle direction pour les classes populaires

Notre camarade Madoda Cuphe aborde les enjeux sociaux actuels en Afrique du Sud, les mobilisations en cours et la nécessité d'une réorganisation politique trente ans après la chute de l'Apartheid.

Entretien avec
Madoda Cuphe

Pourquoi est-ce si important pour toi d'être présent à la conférence antifasciste ?

Je suis très heureux d'avoir assisté à cette conférence internationale. Ce qui m'a le plus marqué, c'est qu'elle a été organisée par divers mouvements sociaux, syndicats et partis politiques. Et je pense qu'il est grand temps qu'une réponse vienne de la base contre la montée des politiques de droite en Europe, le fascisme et le rôle des États-Unis en Amérique du Sud.

Je fais référence à ce que ces derniers ont fait au Venezuela, ce qu'ils font actuellement en Iran et au rôle qu'ils jouent dans le conflit à Gaza. Personne ne leur demande de rendre des comptes et je pense qu'il est temps que les gens ordinaires se mobilisent en solidarité et disent : « Pas en notre nom ! Sauvons l'humanité ! Cela doit cesser ! »

Comment vois-tu le rôle de l'Afrique du Sud dans cette situation générale ?

Nous vivons une période politique très intéressante sur le plan international, dans la mesure où le droit international semble avoir disparu. La démocratie, telle que nous la connaissons, fait l'objet d'attaques extrêmes. Le multilatéralisme et la coopération entre les nations ont été jetés par la fenêtre, au profit du chacun pour soi national et d'une politique d'intimidation particulièrement mise en place par les États-Unis.

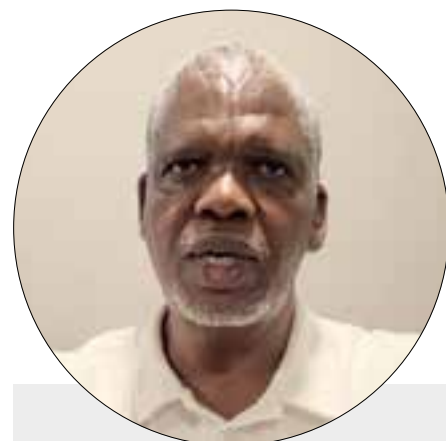
L'Afrique du Sud s'est fermement positionnée sur la question du conflit à

Gaza. Elle a traduit Israël devant la Cour internationale de justice, et elle en a payé le prix – les États-Unis lui ont imposé des droits de douane et Trump a humilié notre président lors de sa visite aux États-Unis.

Cependant, il faut prendre en compte différents éléments. Bien que le pays ait adopté une position progressiste sur le plan international, sur le plan national l'ANC est en train de virer très à droite. Il met en œuvre des politiques néolibérales consistant à réduire les dépenses consacrées au développement et aux services sociaux, et ne fait pratiquement rien pour enrayer la désindustrialisation. L'Afrique du Sud était autrefois fière de son industrie textile, de son acier, de son automobile, qui sont actuellement en déclin. Cela a provoqué la perte de milliers, voire de centaines de milliers d'emplois.

Actuellement, nous avons plus de 10 millions de personnes sans emploi, ce qui est largement dû au déclin de l'industrie. Nous sommes un pays dont l'économie dépend désormais fortement des matières premières. Les prix des matières premières fluctuent et nous en tirons peu de bénéfices. Nous exportons les matières premières en Europe et l'emploi se déplace également là-bas. Cela crée une situation extrêmement préoccupante : le chômage élevé engendre la criminalité, le désespoir et une détérioration des conditions sociales. Nous assistons à des fléaux sociaux d'une ampleur sans précédent : violences sexuelles, crime organisé, voire le retour de maladies qu'on pouvait autrefois soigner.

Dans le même temps, les communes manquent de moyens financiers. Les communautés s'effondrent. Les ordures ne



Madoda Cuphe

Madoda Cuphe est militant sud-africain, membre de Zabalaza for socialism et d'une ONG appelée Centre d'information et de développement alternatif. Propos recueillis par Antoine Larrache.

sont pas ramassées, l'approvisionnement en eau est aléatoire, les toilettes sont hors d'usage et les eaux usées coulent dans les rues. Les écoles manquent de moyens et se détériorent. Certaines ne disposent même pas d'installations sanitaires adéquates. Les dispensaires manquent de médicaments et les médecins se font rares. Les gens font la queue dès 4 heures du matin, pour finalement rentrer chez eux avec de simples antidouleurs – voire sans aucun traitement. D'une manière générale, c'est le chaos dans de nombreuses communautés.

Je pense que cette situation est liée à un glissement mondial vers la droite, associé à l'adoption par l'ANC de politiques néolibérales qui renforcent ces conditions.

Comment la population réagit-elle à cette situation ?

Les Sud-Africain-es sont principalement préoccupé-es par leurs propres

problèmes nationaux. Les gens voient clairement ce qui se passe sur la scène internationale, notamment grâce aux médias. Beaucoup comprennent que ce qui se passe à Gaza n'est pas une guerre conventionnelle, que des civil-es, y compris des femmes et des enfants, sont tué-es. Cela provoque de la compassion.

Cependant, dans le même temps, les gens luttent pour survivre. Ils manquent de nourriture, de logement, de sécurité, d'électricité et d'eau.

Si nous voulons relier la lutte palestinienne aux réalités sud-africaines, nous devons partir des conditions de vie réelles des gens et construire ce lien à partir de là.

Malheureusement, en Afrique du Sud, la question a été largement prise en charge par la communauté musulmane et présentée comme un enjeu religieux. Bien qu'il existe une forte solidarité, celle-ci se limite souvent à ceux qui partagent un lien religieux.

Cela doit changer. Il faut toucher l'ensemble de la classe ouvrière. La question palestinienne n'est pas une question religieuse, c'est une question humaine, une question de solidarité. Il faut que cela touche les townships et les lieux de travail.

Peux-tu aborder les mobilisations sociales actuelles ?

Nous assistons à l'émergence d'une nouvelle génération au sein de la classe ouvrière. La génération qui a combattu l'apartheid vieillit, laissant la place à une génération plus jeune, qui n'a pas directement vécu cette lutte.

Ces jeunes sont confrontés à d'énormes défis. Lorsqu'ils et elles se tournent vers l'avenir, beaucoup ne voient aucune perspective. Le chômage des jeunes est extrêmement élevé – environ 80 % – et bon nombre des personnes touchées sont des jeunes femmes. Même parmi les diplômé-es, le chômage est généralisé.

Dans le même temps, les quartiers où vivent ces personnes se sont considérablement dégradés.

Il existe des mobilisations : récemment, des manifestations menées par des étudiant-es ont eu lieu dans les universités. Les étudiant-es sont inscrit-es, mais il n'y a pas de logement. Les aides financières du gouver-

nement, versées par le biais du Programme national d'aide financière aux étudiant-es, sont retardées ou ne sont pas versées, alors que les étudiant-es sont toujours tenu-es de payer leurs frais de scolarité.

En conséquence, les étudiant-es dorment dans les salles de bain ou dehors, s'exposant à de graves dangers dans une société déjà violente.

Ce n'est pas nouveau. En 2015, le mouvement « Rhodes Must Fall » a vu le jour. Il a commencé par une question symbolique – la statue de Cecil John Rhodes – mais reflétait des frustrations plus profondes : frais d'inscription élevés, exclusion des étudiant-es issu-es de la classe ouvrière et inégalités au sein de l'enseignement supérieur.

Le mouvement s'est transformé en une lutte plus large, comme une nouvelle phase de libération. Cependant, il n'a finalement pas réussi à établir de liens avec les communautés et les syndicats.

Aujourd'hui, comme l'a souligné le dirigeant syndical Zwelinzima Vavi, l'Afrique du Sud connaît des soulèvements quotidiens – souvent passés sous silence. Ceux-ci sont motivés par la colère et portent sur des problèmes immédiats tels que l'eau, l'assainissement, les soins de santé et le logement.

Mais ces luttes sont isolées. Elles surgissent, prennent de l'ampleur, puis s'éteignent – soit parce qu'elles ont été résolues, soit parce qu'elles ont été réprimées, soit parce qu'elles s'épuisent. Les directions construites sont temporaires, et les expériences ne sont pas transmises.

Le problème fondamental ne réside pas seulement dans les services publics, mais dans le système lui-même. Sans changement systémique, ces cycles se poursuivront.

Le principal défi est la coordination. Il n'existe aucun mouvement national pour unifier ces luttes. Depuis 1994, cette cohésion nationale a été perdue.

L'ANC se concentre principalement sur la politique parlementaire et n'est plus profondément ancré dans la lutte populaire. Les syndicats se concentrent exclusivement sur les questions liées au lieu de travail et ne sont pas suffisamment en phase avec les luttes communautaires.

En conséquence, il existe un grave manque de leadership national. C'est la

tâche centrale à laquelle nous sommes confrontés aujourd'hui.

Les pays impérialistes freinent le développement. Pour mettre en place une nouvelle politique anti-impérialiste, nous devons certainement formuler des revendications concrètes sur cette question. Qu'en penses-tu ?

Le principal problème réside dans le manque de *leadership* et de volonté politique de l'ANC.

L'Afrique du Sud n'est pas un cas désespéré. Contrairement à certains pays, nous n'avons pas hérité d'une économie complètement détruite après la libération. En effet, en raison de l'isolement imposé pendant l'apartheid, des industries locales se sont développées pour assurer l'autosuffisance. Nous disposons d'une base sur laquelle nous appuyer.

Cependant, les politiques actuelles ne favorisent pas la réindustrialisation.

Un débat est en cours sur la relance de l'économie et la réduction de la dépendance vis-à-vis des exportations de matières premières. Avec l'augmentation de la demande mondiale en minéraux essentiels, l'Afrique du Sud a l'opportunité d'utiliser ses ressources de manière stratégique.

Dans le même temps, nous devons répondre aux besoins fondamentaux, en particulier en matière de logement.

Imaginez un programme national visant à construire un million de logements par an. À lui seul, il permettrait d'absorber un grand nombre de jeunes chômeurs. Cela stimulerait également la demande dans tous les secteurs – matériaux de construction, industrie manufacturière et services –, créant un effet multiplicateur dans l'ensemble de l'économie.

Avec des revenus stables, les gens commenceraient à consommer davantage, ce qui stimulerait encore davantage la croissance économique. La demande intérieure pourrait devenir un moteur clé du développement.

Nous n'avons pas besoin de dépendre uniquement de l'exportation de matières premières ou de produits agricoles. Un pays qui produit de la nourriture mais ne peut pas nourrir sa propre population manque à ses obligations envers ses citoyens. ■

Le 29 mars 2026



Conférence internationale antifasciste



La manifestation d'ouverture de la conférence a regroupé environ 7 000 manifestant-es.



Israel Dutra (MES-PSOL, Brésil) lors de la réunion des militant-es de la IV^e Internationale.



Rafael Bernabe (Democracia Socialista, Porto Rico) intervient lors de la conférence « La solidarité entre les peuples et la lutte anti-impérialiste »



Jorgelina Matusevicius (Vientos del Pueblo, Argentine) lors de la plénière d'ouverture.



Sushovan Dhar (Inde) et Omar Aziki (Maroc) sont intervenus dans plusieurs conférences du CADTM.

Sushovan Dhar :

- « La génération Z en révolte : de Dacca à Katmandou »
- « L'anti-impérialisme à l'heure de la montée du fascisme : une solidarité au-delà des puissances rivales »



Omar Aziki :

- « Génération Z 212 au Maroc : expression d'une crise sociale et d'une nouvelle dynamique de politisation »,
- « La lutte contre le négationnisme climatique et pour la réforme agraire dans le contexte de la crise environnementale »



Michael Löwy intervient lors de la présentation du *Manifeste pour une révolution écosocialiste* de la IV^e Internationale



« La résistance des femmes aux politiques meurtrières des impérialistes consiste à faire perdurer la vie », par Penelope Duggan

